

6 – BIBLIOGRAPHIE

Les livres les plus importants, **pour moi**, sont en gras ; dans la colossale bibliographie, aperçue dans les « 50 mots clefs » de M. Péronnet, j'ai arbitrairement – *lu souvent en diagonale, si trouvé le book en médiathèque, au CRAS ou par l'intermédiaire de « gentleWomans »* – dégagé :

Sur la Révolution anglaise* :

BRADSTOCK Andrew, *Radical Religion in Cromwell's England*, London 2011 ;

CHASSAIGNE Philippe, *Histoire de l'Angleterre*, Aubier 1996 ;

COTTRET Bernard, *Cromwell*, Fayard 1992 ; *La révolution anglaise (1603-1660)*, Perrin 2015 ;

GENTLES Ian, *The New Model Army – In England, Ireland and Scotland (1645-53)*, Blackwell Press 1994 ;

HILL Christopher, *La Révolution anglaise (1640)*, éditions de la Passion 1993 ;

KERLAU Yann, *Cromwell – La morale des seigneurs*, Perrin 1989 ;

OHLMEYER Jane et KENYON John, *The Civil Wars*, Oxford 1998 ;

RAYNAUD Philippe, *Trois révolutions de la liberté – Angleterre, Etats-Unis, France*, Perrin 2010 ;

STONE Lawrence, *Les causes de la révolution anglaise (1529-1642)*, Flammarion 1974 ;

WINSTANLEY Gerrard, *L'étendard déployé des vrais niveleurs ou L'état de communisme exposé et offert aux fils des hommes*, Allia 2007 ; *La Loi de liberté – Une législation communiste paysanne dans la Révolution anglaise (Londres, 1652)*, Les Nuits rouges 2012 ;

et « *Winstanley* », film réalisé par Kevin Brownlow et Andrew Mollo (1975) d'après le roman de CAUTE David, *Comrade Jacob* ...

*La Première révolution anglaise (1642-1651), dite « Grande Rébellion », renversa le roi Charles Ier et vit l'accession au pouvoir d'Oliver Cromwell (1599-1658) ; la Seconde RA (1688-1689), dite « Glorieuse Révolution », dégagea le roi Jacques II et vit l'accession au trône de Mary II et Guillaume III ... Les *Bêcheux*, ou *Piocheurs* (« *Diggers* », en anglais), sont une faction « protestante » de la Première Révolution anglaise. Se faisant appeler *Vrais Niveleurs* à leurs débuts (« *True Levellers* »), on finit par les baptiser *Diggers*, en raison du mode de vie qu'ils prônaient. Ce collectif tenté par un « communisme agraire » est considéré comme précurseur de l'anarchisme moderne.

Sur la Révolution US :

COTTRET Bernard, *La Révolution américaine : La quête du bonheur (1763-1787)*, Perrin, 2003 ;

FOHLEN Claude, *Les pères de la révolution américaine*, Albin Michel 1989 ;

JOURDAN Annie, *La Révolution, une exception française ?*, Flammarion 2004 ;

MARIENSTRAS Élise et WULF Naomi Wulf, *Révoltes et révolutions en Amérique*, Atlande 2005 ;

VINCENT Bernard, *La Révolution américaine 1775-1783*, Presses Universitaires de Nancy 1985, tome 2 ;

WOOD Gordon Stewart (né en 1933), *The Radicalism of the American Revolution*, Alfred A. Knopf 1992 ; *The American Revolution : A History*, Modern Library 2001 ;

Sur la Guerre de 7 Ans :

BAUGH Daniel, *The Global Seven Years War (1754-1763)*, Routledge 2011 ;

DULL Jonathan, *La Guerre de Sept Ans – Histoire navale, politique et diplomatique*, Les Perséides 2009 ;

Sur la Grande Révolution française :

APRILE Sylvie, *Le siècle des exilés – Bannis et proscrits de 1789 à 1871*, CNRS 2010 ;

BEAUREPAIRE Pierre-Yves et MARZAGALLI Silvia, *Atlas de la Révolution française – Un basculement mondial (1770-1804)*, Autrement 2016 ; *La France des Lumières (1715-1789)*, Belin 2011 ;

BELY Lucien, *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, PUF Quadrige 2010 ; *La France au XVIIIe siècle – Puissance de l'État, contrôle de la société*, PUF 2009 ;

BENOT Yves, *La Révolution française et la fin des colonies*, La Découverte (1988) 2004 ;

BERTAUD Jean-Paul, *La Révolution française*, Perrin (1989) 2004 ;

BESNARD François-Yves, *Souvenirs d'un nonagénaire*, Champion 1880, réimpression Laffitte **1979** ;

BIANCHI Serge, *La Révolution et la Première République au village – Pouvoirs, votes et politisation dans les campagnes de l'Ile-de-France (1787-1800)*, CTHS 2003 ; *Des révoltes aux révolutions – Europe, Russie, Amérique (1770-1802)*, PUR 2004 ;

BIARD Michel, *Missionnaires de la République – Les représentants du peuple en mission (1793-1795)*, CTHS 2002 ; BIARD Michel et DUCANGE Jean-Numa (Collectif), *Passeurs de révolution*, Collection études révolutionnaires n°14

– Société des études robespierristes 2012 [voir l'article « *Passeurs d'extrême gauche de la Révolution française au 20^e siècle* » de Julien Hage et l'Annexe IV « Introduction à *Les gauchistes de 89* par Patrick Kessel » ...] ;

BIRH Alain, *1415-1763 : Le premier âge du capitalisme*, tome 1 – *L'expansion européenne*, Page 2/ Syllepse 2018 ;

BLAUFARB Rafe, *L'invention de la propriété privée – Une autre histoire de la révolution*, Champ Vallon 2019 ;

BOULANT Antoine, *La journée révolutionnaire – Le peuple à l'assaut du pouvoir (1789-1795)*, Passés composés 2021 : « En écrivant que « ce sont les croyants, sans doute, qui font les révolutions, mais ce sont les flottants [...] qui les gagnent par le poids de leur masse », l'historien Ernest Labrousse suggérait l'impossibilité pour tout meneur de menacer ou renverser le pouvoir en place sans le concours d'une fraction très significative de la population. [...] Pour autant, l'image d'un peuple unanimement rassemblé sous les armes pour renverser la tyrannie relève davantage de la mythologie révolutionnaire que de la réalité, tant il est incontestable que l'écrasante majorité des Parisiens ne participèrent pas aux insurrections. [...] La question des effectifs mobilisés dans les cortèges est très difficile à trancher, tant les sources – principalement les témoignages et les listes d'individus tués, blessés ou arrêtés – s'avèrent contradictoires ou lacunaires. Il est par ailleurs impossible d'opérer une distinction entre les insurgés véritablement disposés à en découdre, les « badauds favorables » et les « spectateurs involontaires ». [Si Georges Rudé estime à 200 000 le nombre de Parisiens qui étaient sous les armes le 14 juillet 1789, il est avéré que seuls quelques centaines se retrouvèrent sous les murs de la Bastille, Rossignol évoquant lui-même le chiffre de 600 insurgés. Fruit d'une mobilisation préparée depuis plusieurs semaines, le cortège qui partit au matin du 5 octobre 1789 en direction de Versailles fut sans commune mesure : outre que 5 000 à 7 000 femmes se mirent en marche en fin de matinée, elles furent suivies dans l'après-midi par près de 20 000 gardes nationaux accompagnés de volontaires et d'habitants des faubourgs. [...] Le 10 août suivant, on estime que marchèrent sur les Tuileries environ 7 000 combattants véritablement motivés – 2 000 fédérés, 2 000 gardes nationaux et 3 000 gens du peuple -, auxquels se joignirent 10 000 à 12 000 individus. La journée du 2 juin 1793 semble avoir mobilisé un nombre considérable d'insurgés, les chiffres fournis par les contemporains oscillant entre 40 000 et 80 000 sans-culottes et gardes nationaux ; le député Meillan devait toutefois écrire que « de ces 80 000 hommes, 75 000 ignoraient pourquoi on leur avait fait prendre les armes », ce qui donnait à la participation de « 4 000 à 5 000

bandits l'apparence d'un mouvement général du peuple ». Quant aux journées du 1^{er} avril et du 20 mai 1795, elles auraient rassemblé entre 10 000 et 20 000 individus ... » (pages 54/ 55 ; 122/ 125) ;

BRASME Pierre, *Dictionnaire des révolutionnaires français*, CNRS éditions 2014 ;

BURSTIN Haim, *Une révolution à l'œuvre, le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, 2005 : « Cet ouvrage fait revivre un quartier important, turbulent et méconnu du Paris au temps de Robespierre : sur la rive gauche de la Seine, avec ses 65 000 habitants, le faubourg Saint-Marcel, siège de la célèbre manufacture des Gobelins, espace d'artisanat, mais aussi de misère et de pauvreté, fut un formidable centre d'agitation et de mobilisation révolutionnaire. L'exploitation systématique et minutieuse de sources souvent inédites permet la restitution des sociabilités et des comportements politiques vécus au quotidien, depuis la crise finale de l'Ancien Régime jusqu'aux jours les plus sombres de la Terreur. Magistral modèle de « micro-histoire », l'ouvrage monumental de Haim Burstin nous donne à voir les rythmes et les pulsations d'une Révolution saisie sur le vif ; elle s'inscrit au cœur de la société des plus humbles, artisans, compagnons, manœuvres, gagne-deniers, qui ont accès pour la première fois à la citoyenneté et font ainsi leur premier pas dans le militantisme. On entendra pour la première fois les voix éclatées d'une société en révolution qui invente, jour après jour, des formes inédites d'expression et d'action politique. Depuis longtemps délaissé par l'historiographie, le Paris populaire de la Révolution retrouve ici sa place centrale dans la grande mutation qui édifie les fondements de la France contemporaine. » ; *L'invention du sans-culotte. Regard sur le Paris révolutionnaire*, Odile Jacob 2005 : « *Mais c'est donc une révolte ?* » aurait demandé le roi, d'après une anecdote devenue classique, au duc de la Rochefoucauld-Liancourt le 12 juillet 1789. « *Non sire, c'est une révolution.* » Cette célèbre réponse, quoique certainement un peu galvaudée, témoigne explicitement de la prise en compte d'un saut qualitatif essentiel et irréversible dont la capitale commençait à offrir le spectacle. « La crise — remarquait, il y a plus d'un demi-siècle Ernest Labrousse dans une intervention fondamentale et, à maints égards, encore actuelle et éclairante — réveille, intensifie, coalise, synchronise tous les mécontentements. » [...] L'extraordinaire et impétueux élargissement de la participation politique ainsi que la formation d'une opinion publique vaste et avertie posent pour la première fois, de façon originale mais aussi pressante, le problème de la direction politique ; les avant-gardes ne peuvent plus compter sur le traditionnel esprit de soumission propre aux fidèles sujets du roi ; elles trouvent comme interlocuteurs des masses de citoyens qui représentent désormais un facteur de plus en plus déterminant, et nullement négligeable dans la dialectique du pou-

voir. [...] Et pourtant, dans l'historiographie de la Révolution française et jusque récemment, la tentation est constante de résoudre le problème de la direction politique dans la pure logique du pouvoir comme une fin en soi : celui-ci serait un « Moloch » qui, dès 1789, aurait systématiquement subjugué les révolutionnaires se succédant sur la scène politique. Tout est alors subordonné à l'obtention et à la conservation du pouvoir, et dans cette perspective, le peuple devient simple objet de manipulation. On ne peut pas exclure que ce dessein ait été poursuivi par certains révolutionnaires, notamment les plus cyniques et les plus dénués de scrupules ; mais la généralisation de cette attitude signifie, d'une part, qu'on néglige tous ceux qui se jetèrent dans la mêlée d'une façon sincère et désintéressée et, de l'autre, qu'on s'en tient à une explication réductrice, voire simpliste ou même caricaturale. [...] Les revendications économiques et sociales qui mûrissent au sein des couches populaires en temps de révolution sont en effet fortes et concrètes. Lorsqu'un cycle de réformes est déclaré à l'ordre du jour, les segments les plus divers de la société s'attendent à une application directe et immédiate des changements que chacun d'entre eux souhaite, de sorte qu'il se produit un effet centrifuge d'une ampleur sans précédent qui est extrêmement difficile à maîtriser pour le gouvernement. [...] Le grand laboratoire de mon enquête sur Paris révolutionnaire a été le faubourg Saint-Marcel, l'un de ses quartiers les plus pauvres et en même temps les plus enclins à la révolte. Une analyse démographique, économique et sociale de ce quartier a constitué le point de départ de ce travail qui allait déboucher sur une thèse de doctorat de troisième cycle soutenue à la Sorbonne en 1977 ; Pierre Goubert et Robert Mandrou faisaient partis du jury, aux côtés d'Albert Soboul. [...] Mais il arrive aussi que des meneurs, qui s'étaient signalés dans les sections et dans les sociétés populaires, perdent à un moment donné leur ascendant jusqu'à se voir refuser la confiance de leurs concitoyens. [...] Que l'on songe, par exemple, au reproche fait par Bouland lui-même à un modéré de sa section, le brasseur Aclocque : celui-ci avait formé « *un parti du côté des femmes qu'il avait si bien su gagner qu'elles détruisaient tout l'ouvrage des patriotes, en criant aussitôt qu'ils voulaient parler* ». Ces accusations réciproques prouvent que la pratique qui consiste à influencer subrepticement les assemblées et à exploiter une partie de ses assistants pour gêner ou menacer ses adversaires, en s'appuyant même sur une claque préalablement organisée, est une technique qui a été bientôt apprise et expérimentée par les différents courants politiques. [...] Il est bien connu que Paris était une caisse de résonance du discours révolutionnaire, grâce en particulier au dense réseau de sociabilité politique et à la proximité des hauts lieux du débat parlementaire. Districts, sections et sociétés populaires sont autant de milieux où le discours public prolifère et se répand. Ne parlons pas de l'abondance et de la grande diffusion de la presse d'information et de débat politique ; nous avons là un autre véhicule du discours radical qui prend parfois une coloration truculente, donnant lieu à un genre particulièrement apprécié par le public populaire. [...] Ce qui reste à envisager est le rôle déterminant joué par la peur dans la spécificité du contexte parisien, et donc

le rôle que la peur exerce ici comme ressort indirect de la violence préventive ou réactive ... » (pages 22/ 23 ; 27/29 ; 34 ; 121/123 ; 205/ 228) ;

BRAESCH Frédéric, *La Commune du dix août 1792 – Etude sur l'histoire de Paris du 20 juin au 2 décembre 1792*, Mégaritotis (Genève) 1978 ; « **Le Père Duchesne** » **d'Hébert** – Réimpression avec notes et introduction par F. Braesch, Librairie du « Recueil Sirey » 1938 ;

BRAUDEL Fernand et LABROUSSE Ernest (Collectif), *Histoire économique et sociale de la France*, tome 2 (1660-1789) et tome 3 (1789-années 1880), PUF (1970) 1993 ;

CADE Michel, *Chapeaux et bonnets, révolutionnaires en Roussillon (1789-1795)*, Trabucaire 2020 ;

CERTEAU Michel de, JULIA Dominique et REVEL Jacques, *Une politique de la langue – La Révolution française et les patois : l'enquête de Grégoire*, Gallimard 2002 ;

CHARTIER Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Seuil (1990) 2000 : « Il n'y a pas de vraie révolution sans idées pour l'alimenter – sinon on n'a qu'une révolte ou un coup d'Etat - : aussi les soubassements intellectuels et idéologiques de l'opposition au gouvernement sont-ils de première importance [STONE Lawrence, *The Causes of the English Revolution (1529-1642)*, Ark Paperbacks 1986, page 98 ; traduction *Les Causes de la révolution anglaise*, Flammarion 1974, page 146] » ; ce constat de Lawrence Stone constitue le point de départ de cet ultime chapitre qui entend mobiliser les ressources du comparatisme. [...] Rappelons d'abord les données tenues pour décisives par Lawrence Stone lorsqu'il examine les conditions intellectuelles et culturelles de la révolution anglaise sous le titre « Nouvelles idées, nouvelles valeurs ». Pour lui, **les éléments qui sapèrent l'adhésion à l'ancien ordre politique et religieux furent** une aspiration religieuse (le puritanisme), une référence juridique (la *common law*, ou droit coutumier), un idéal culturel (l'idéologie de la *Country*, du « Pays » opposé à la Cour), une attitude d'esprit (le développement du scepticisme) et une frustration intellectuelle, liée à la prise de conscience de plus en plus nette que le nombre des membres des classes aisées ayant fait des études supérieures progressait beaucoup plus vite que celui des emplois disponibles » [...] Dans la France du XVIIIe siècle, c'est au contraire un profond mouvement

de détachement vis-à-vis des enseignements, des prescriptions et des institutions du christianisme qui prépare la révolution. Dans la décennie 1780, les scandales financiers et politiques donnent une réalité toute contemporaine aux dénonciations qui frappaient le feu roi. En février 1781, la publication du Compte rendu au Roi de Necker, qui révèle la liste nominale des bénéficiaires des pensions et des gratifications royales, déchaîne la colère des lecteurs et alimente la polémique contre la Cour. [...] Enfin, en ces mêmes années, le « Pays » se lève bien, dans la France du XVIIIe siècle comme dans l'Angleterre du XVIIe, contre la « Cour », rendue détestable par ce qu'il en entrevoit et imagine. [...] Il ne s'agit pas ici de donner mesure ou interprétation de la violence révolutionnaire – émeutière, terroriste, militaire – mais, seulement, de réfléchir sur les possibles articulations de ces deux phénomènes si contradictoires que sont la pacification (au moins relative) de la société d'Ancien Régime et l'emploi massif de la force au temps de la Révolution. [...] D'autre part, en ses formes institutionnelles, la violence de la Révolution parachève le mouvement qui attribue à l'Etat le monopole sur l'exercice légitime de la force. En ce sens, ni les obligations de la conscription, ni les dispositifs terroristes ne sont en contradiction avec l'effort durable de la monarchie pour réserver à la seule puissance publique le manie-ment des armes ... » (Cf. le chapitre VIII « Les révolutions ont-elles des origines culturelles » et les pages 256/ 257 ; 276/ 277) ;

CHEVALLIER Jean-Jacques, *Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Armand Colin (1970) 2005 : « Au service de l'absolutisme. - L'assaut contre l'absolutisme. - Suite de la Révolution, 1790-1848. - Socialisme et nationalisme, 1848-1927. - Liberté, justice et démocratie dans la pensée contemporaine. » ;

CORVISIER André et DELMAS Jean, *Histoire militaire de la France. Tome 2 (1715-1871)*, PUF Quadrige 1997 ;

CRAPLET Michel, *L'ivresse de la Révolution – Histoire secrète de l'alcool (1789-1794)*, Grasset 2021 ;

DARNTON Robert, *L'Aventure de l'Encyclopédie (1775-1800) – Un best-seller au siècle des lumières*, Perrin 1982 [voir aussi son site avec sources et analyses sur le monde de l'édition en Europe au XVIIIe siècle : robertdarnton.org] ;

DAUMAS Maurice, *Histoire générale des techniques – L'expansion du machinisme, tome 3 (1725-1860)*, PUF Quadrige 1996 ;

DE LÉVIS Gaston, *Écrire la Révolution (1784-1795)*, La Louve éditions 2012 : « Cet ouvrage livre une correspondance d'environ 300 lettres de Gaston de Lévis, élu en 1812 à l'Académie Française. Cette correspondance est exceptionnelle à plus d'un titre. Gaston de Lévis écrit à son épouse Pauline entre les années 1784 et 1795. Outre l'œuvre littéraire tout à fait remarquable que constituent ces lettres, il s'avère qu'elles sont aussi - et même surtout - une source historique rare. Écrivant de Paris, de Versailles, puis de toute l'Europe, Gaston de Lévis raconte quasiment au jour le jour la Révolution française et les années troublées qui ont suivi. Ainsi, après avoir été député de la noblesse aux États Généraux en 1789, il s'est retrouvé engagé auprès des armées coalisées (il était à Valmy, au débarquement de Quiberon...) et il raconte tout cela avec force détails, sans jamais se départir d'un humour décapant. Il se fait ainsi le fidèle rapporteur des remous historiques qu'il vit de l'intérieur. Attaché à la famille royale, il est un témoin avisé et sagace, il a ses entrées à la Cour et derrière les portes closes. Depuis les quatre coins d'une Europe qui vibre, il raconte, décrit, réfléchit... il écrit l'Histoire, tout simplement, en n'oubliant jamais le lieu où son cœur est en dépôt, auprès de « sa » Pauline. « *On a envoyé un reporter dans le temps, et il raconte... Certes, on sait bien que Gaston de Lévis écrit à sa femme, mais on ne peut contenir cette impression tenace que c'est à chacun de nous, personnellement, qu'il s'adresse. Une source historique qui se lirait comme un roman ! C'est assez rare pour que l'on ne boude pas son plaisir !* » (Bruno Modica, *Les Clionautes*) ;

DOMMANGET Maurice, *1793 : les Enragés contre la vie chère + Les curés rouges : Jacques Roux et Pierre Dolivier + Manifestes des Enragés et des égaux*, Spartacus 1976 ;

DOSSE François, *Les courants historiques en France (XIXe-XXe siècle)*, Collectif, A. Colin 1999 ; réédition Gallimard « Folio » 2007 ;

DUPUY Roger, *La Chouannerie*, Ouest France 1982 ; *La Garde nationale (1789-1872)*, Gallimard 2010 ; *Nouvelle histoire de la France contemporaine, t. 2 : La République jacobine : Terreur, guerre et gouvernement révolutionnaire (1792-1794)*, Seuil 2005 : « Car le péché majeur du côté droit, c'était bien le fédéralisme, qui divisait et affaiblissait le camp du patriotisme alors que les tyrans coalisés accroissaient et multipliaient leurs efforts pour écraser une liberté et une égalité dont ils savaient qu'elles faisaient vaciller leurs trônes et menaçaient leurs couronnes. En voulant provoquer la formation d'une force départementale pour protéger une Convention qu'ils présentaient comme obsédée par les menaces et insultes d'une tourbe anarchiste, puis en s'alliant à Dumouriez, préoccupé de défendre la « partie saine » de l'Assemblée nationale contre les ex-

cès de la Montagne et de ses complices populaires, Brissot, Roland et leurs amis ne faisaient que prendre la suite des monarchiens, de La Fayette et des Feuillants, et préparer le retour de la Constitution de 1791, puis à un roi imposé par l'Angleterre ou les tyrans d'outre-Rhin. [...] Les historiens ont donc cherché, au-delà des réquisitoires des intéressés, les raisons qui pouvaient expliquer divergences et anathèmes. Pendant longtemps a prévalu une explication sociale, c'est celle dont se réclamait Marc Bouloiseau dans l'édition précédente du présent ouvrage en parlant du **divorce des bourgeoisies**. Les Girondins, de par leur origine géographique que rappelle le terme qui a prévalu tardivement pour les désigner, représenteraient le grand négoce, surtout maritime mais aussi bancaire, de Bordeaux, Nantes ou Lyon. Partisans de la libre circulation des marchandises et des biens, ils seraient donc viscéralement hostiles à la réglementation des marchés que voulaient imposer les couches populaires lorsque la disette menaçait et que les prix des denrées de première nécessité se mettaient à flamber. A l'opposé, les Montagnards, d'origine sociale plus modeste, petits robins ou hommes de talent issus de la France profonde, donc plus aptes à comprendre les difficultés des pauvres gens, seraient favorables à une alliance politique avec le peuple et se méfieraient du caractère mondain et salonard de la plupart des « rolandins » et autres brissotins. Il est indéniable que ces derniers affectaient la supériorité de l'initié à l'encontre de certains de leurs collègues jugés sans doute un peu étriqués et provinciaux. Marat sut leur retourner le compliment en ne les désignant plus, dans ses articles et discours, que par une formule ironique, les prétendus « hommes d'Etat », que Robespierre, lui-même, finit par adopter. [...] Finalement, la position de Mona Ozouf semble privilégier l'hostilité aux personnes, c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir. On en veut à Robespierre mais aussi à Danton et à leurs amis de soutenir la Commune, laquelle leur fournit en retour le moyen d'imposer leur volonté à la Convention. [...] Ce qui l'emportait chez les amis de Brissot, de Vergniaud et de Roland, même si Rousseau était passé par là, c'était la vision classique d'une plèbe devenue consciente de sa force mais toujours versatile, qui se donnait au plus offrant et qui, pour ces « hommes d'Etat », tirait la politique vers le bas. Pour la Montagne, au contraire, l'influence de Rousseau l'emportait : le peuple, sans arrière-pensées ni calculs, exprimait spontanément une vérité qui était la vérité profonde de la Révolution et donc prenait d'instinct les bonnes résolutions. Sa violence pouvait surprendre mais, en fin de compte, elle était inévitable pour qui voulait transformer, en profondeur, la société. [...] En fait, pour en revenir au problème de la lutte pour le pouvoir soulevé par Mona Ozouf, Girondins et Montagnards auraient tendu à résoudre le même problème politique : que faire de la plèbe parisienne, de ces dizaine de milliers de pauvres, de presque pauvres surtout, aux frontières de la petite bourgeoisie qui se croyaient tirés d'affaire et que la hausse brutale du prix des subsistances replongeait dans la spirale de la misère ? Il existait, en effet, dans les faubourgs ouvriers parisiens, Saint-Antoine ou Saint-Marcel, mais aussi dans les quartiers populeux du centre de la capitale (section des Arcis, des Gra-

villiers, de Mauconseil, des Lombards sur la rive droite, du Théâtre-Français sur la rive gauche), **un potentiel insurrectionnel de plusieurs dizaines de milliers d'individus, 120 000 peut-être au maximum, de mieux en mieux organisés et armés depuis le 10 août.** [...] La solution expéditive de l'intervention proprement militaire, que la Gironde récusait mais dont Marat laissait entendre qu'elle en était chaque fois complice, avait par deux fois échoué avec La Fayette puis Dumouriez. Ne restait donc plus que la possibilité de contrebalancer dans Paris même le poids des sections « anarchistes » par la garde nationale des sections modérées. [...] Robespierre était évidemment persuadé de cette question, lui qui, au lendemain du 10 août, concentra toute son énergie à conquérir Paris, à l'occasion de l'élection de la Convention. Abandonnant ou presque les départements à ses adversaires, il pesa de toute l'influence des Jacobins, avec l'appui de la Commune et des Cordeliers, donc de Danton, pour contrôler l'assemblée électorale de la capitale et faire main basse sur la députation de Paris. [...] A Paris, on se préoccupait toujours et avant tout des subsistances et de la hausse des prix. Le maximum, sans les réquisitions effectives qu'il supposait, aboutissait seulement à vider les marchés. [...] L'impatience populaire était encore attisée par les véhémences de la Société des femmes révolutionnaires que dirigeait l'actrice Claire Lacombe, laquelle hébergeait un disciple de Châlier, le Lyonnais Leclerc d'Oze, apôtre d'une mystique égalitaire et d'une Révolution qu'il fallait conduire à son accomplissement fraternel. **Le 25 juin, Jacques Roux, à la barre de la Convention et au nom des Cordeliers, reprocha à l'Assemblée son inertie** et les lacunes d'une Constitution qui ignorait les besoins véritables du peuple. **On le traita de contre-révolutionnaire et Robespierre, Hébert et Chaumette le dénoncèrent aux Jacobins** en le rendant responsable des émeutes des jours précédents. Hébert, surtout, voulait se débarrasser d'un rival, provoquer une nouvelle « journée révolutionnaire » qui lui permettrait, avec l'appui des Cordeliers, de contrôler plus étroitement la Commune, de s'emparer du ministère de l'Intérieur après celui de la Guerre et de dicter ensuite sa volonté aux Jacobins puis à la Convention. Encore fallait-il rallier ou éliminer Marat, désormais obstinément fidèle à une Convention à laquelle il avait pu, le 2 juin, dicter ses volontés. [...] Devant cette conjoncture dramatique, la Convention, le 10 juillet, décida de renouveler le Comité de salut public et Danton, discrédité par l'échec de ses négociations diplomatiques, son attitude ambiguë lors du 2 juin et ses comptes jamais rendus, ne fut pas réélu. [...] Mais au lendemain du réajustement du 10 **juillet**, les circonstances se firent encore plus dramatiques. Le 13 juillet, Marat fut assassiné par Charlotte Corday, une jeune royaliste de Normandie ; le 16 juillet, nous l'avons vu, les Lyonnais décapitèrent Châlier, les vendéens mettaient en fuite l'armée de Santerre à Vihiers, et les places du Nord tombaient aux mains des armées de Cobourg et du duc d'York ... » (pages **importantes** 69/ 77 ; et 141/ 146) ;

DUPAQUIER Jacques, *La population française au XVIIe et XVIIIe siècles*, Que sais-je ? 1993 ;

DEL VALLE DE SILES María Eugenia, *Historia de la rebelión de Túpac Katari*, Plural editores (La Paz) 1990 ;

DOCKES Pierre, *Le Sucre et les larmes – Bref essai d’histoire et de mondialisation*, Descartes et Cie 2009 ;

FARGE Arlette, *La Vie fragile – Violence, pouvoirs et solidarités à Paris au XVIIIe siècle*, (Hachette 1986) Seuil 2016 ;

FILLON Anne, *Louis Simon, étaminier 1741-1820, dans son village du Haut-Maine au siècle des Lumières*, Ouest France 1996 ;

FORTMANN Michel, *Les cycles de Mars – Révolutions militaires et édification étatique de la Renaissance à nos jours*, Economica 2010 : « L’impact le plus significatif des guerres de la Révolution française et de l’Empire se situe au niveau du système international. [...] Ce phénomène peut être observé, en particulier, en Allemagne et en Italie où de nombreuses entités souveraines, souvent d’origine médiévales, sont balayées de la carte pour faire place à des Etats plus grands et centralisés ... » (page 257 du chapitre « Révolution militaire et politique à la fin de l’Age classique : l’irruption de l’Etat national sur la scène militaire (1792-1815) ») ;

GALANTE GARRONE Alessandro, Philippe Buonarroti et les révolutionnaires du 19ème siècle [*Filippo Buonarroti e i rivoluzionari dell'Ottocento. 1828-1837*, Torino, Einaudi 1951], Ivrea 1975 ; *Gilbert Romme – Histoire d’un révolutionnaire (1750-1795)*, Flammarion 1971 ... Alessandro Galante Garrone (1909-2003), historien de la Révolution française, d’Anna-Maria Rao : <https://journals.openedition.org/ahrf/6513> ;

GAUTHIER Florence (Collectif), *Périssent les colonies plutôt qu’un principe ! Contribution à l’histoire de l’abolition de l’esclavage (1789-1804)*, Société des études robespierristes 2002 ;

GODINEAU Dominique, *Citoyennes tricoteuses – Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Alinéa 1988 : « Le Paris révolutionnaire possède ses lieux de rassemblements, animés en permanence par les groupes qui discutent politique, vers lesquels se précipitent hommes et femmes pour s'informer de la réalité d'une rumeur bouleversante. Le jardin du Palais-Royal, rebaptisé en 1793 Maison-Egalité, joua un rôle de premier plan dans les mois de juin et juillet 1789. Ses allées sont bordées par les boutiques de marchands de mode, parfumeuses, bijoutières, libraires ; sous ces galeries déambulent les marchandes de fruits et les « femmes du monde » (prostituées). Mais le cœur politique du Paris révolutionnaire est représenté par la Convention qui siège dans une salle des Tuileries : c'est vers elle que marchent pétitionnaires ou insurgés ; c'est dans ses alentours, dans le Jardin national (des Tuileries), sur le Perron, la Terrasse, qu'hommes et femmes haranguent les passants sur ce qui semble nécessaire au salut de la Révolution. La place de la Maison-Commune (Hôtel de Ville), le club des Jacobins rue du faubourg Saint-Honoré sont d'autres lieux qui, dans une moindre mesure, peuvent drainer le flux des foules révolutionnaires. Dans ces points chauds, dans les sections, les rues, les cabarets, les marchés, les théâtres, œuvrent les observateurs de police. Il ne s'agit pas là de mouchards dont le but serait de faciliter le travail de la police en repérant et signalant les voleurs, criminels et contre-révolutionnaires. Leur mission consiste à étudier « l'esprit public », à observer, sans y intervenir, ce qui se passe autour d'eux, puis à informer le ministère de l'Intérieur dans des rapports quotidiens qui constituent une source particulièrement riche pour l'historien. [...] Le 30 juin, le Département de Paris et les commissaires des sections qui ont dirigé l'insurrection anti-jacobine et continuent à se réunir à l'Evêché, rendent hommage aux Citoyennes Républicaines Révolutionnaires : par leur « zèle », leur « activité », leur « audace », leur « courage » en mai et juin, elles « ont bien mérité de la Patrie ». [...] Le 21 juin, l'Enragé Jacques Roux fait leur éloge à la Commune. Proches en mai du club des Cordeliers alors sous influence enragée, les Républicaines Révolutionnaires prirent, fin juin, position à l'intérieur même de cette société contre Jacques Roux (déjà attaqué par les Montagnards, les Jacobins et les Cordeliers hébertistes) et contribuèrent à son exclusion. Le 30 juin 1793, aux Cordeliers, une Citoyenne Républicaine Révolutionnaire dénigra l'Enragé, soutenant ainsi la délégation des Jacobins présidée par Collot d'Herbois venue attaquer Jacques Roux. Le lendemain, Collot d'Herbois rapportait même aux Jacobins qu'elles « avaient préparé les esprits à l'accueil qui nous a été fait ». [...] La journée du premier prairial (20 avril 1795), et surtout la matinée, marque incontestablement l'apogée du mouvement féminin de masse. Partout, les femmes, seules ou accompagnées de militants ou d'ouvriers, déclenchent l'insurrection. [...] Dans plusieurs quartiers (Gravilliers, Arsenal, Nord), les manifestantes pénètrent dans les boutiques, les ateliers, grimpent dans les étages des maisons pour forcer les

récalcitrantes et les ouvriers à venir avec elles. [...] A quelques mètres de la Convention, dans la section des Tuileries, après s'être opposées avec une violence particulière à la distribution du pain en faisant le tour des boulangers, une cinquantaine de femmes se jettent sur une autre qui vient de prendre sa ration et veulent la forcer à venir avec elles en la tirant par son jupon et en lui jetant des pierres : « il faut soutenir les faubourgs qui vont descendre, c'est aujourd'hui qu'il faut que tous ces coquins-là pètent » menace l'une des meneuses, son couteau à la main. [...] Vers dix heures, un premier attroupement d'environ 400 femmes se porte sur la Convention, au son du tambour qui bat le pas redoublé, ayant à sa tête la « charbonnière » Louise Catherine Vignot, habillée en homme, coiffée d'un tricorne à plumet rouge et bleu, un sabre à la main. [...] Il est à peu près une heure et ce sont les premiers groupes de manifestantes qui, accompagnées d'une dizaine d'hommes, ont réussi à franchir les barrages de gendarmes qui protégeaient l'Assemblée et tentent maintenant d'enfoncer la porte de la salle des séances. La citoyenne Ladroite du faubourg Saint-Antoine se vantera le lendemain : « Il fallait me voir hier (...) avec la Lemoine du faubourg Saint-Marcel comme nous avons enfoncé la porte de la Convention à coups de bûches ... » [...] Après qu'ont retenti les premiers bruits de coups dans la salle de la Convention, certaines femmes quittent les tribunes pour aller prendre part à l'assaut. Sur l'ordre du président, quelques soldats et deux muscadins réussissent, à coups de fouets de poste, à vider les tribunes de leurs occupantes. A peine ont-ils fini que la porte cède sous la pression des insurgé(e)s ; mais elles sont repoussées par les gendarmes et des gardes nationaux, baïonnettes en avant, sabres nus. [...] La rumeur enfle l'incident ; les gendarmes « sabrent » les femmes, leur coupent les bras, un député a tranché le poignet d'une femme, un autre en a poignardé trois. Ces fausses nouvelles, colportées avec indignation, révoltent la population et ne contribuent pas pour peu à pousser les hommes à prendre les armes contre la Convention. [...] Les hommes du faubourg Saint-Antoine, mêlés de citoyens en armes d'autres sections, « Du pain et la constitution de 1793 » écrit à la craie sur leurs chapeaux, rejoignent finalement vers trois heures les femmes. [...] une femme légèrement blessée au pouce, du sang sur les vêtements, racontait : « Nous sommes rentrés à la Convention pour y demander du pain, ces scélérats ont dit que nous étions de la canaille. J'ai remarqué le représentant Féraud, je l'ai pris au collet, nous sommes montés plusieurs et l'avons traîné hors de la salle par les cheveux et ensuite nous lui avons coupé la tête. » [...] La suite des événements est connue. Les insurgés, menaçant les Conventionnels, lisent l'Insurrection du Peuple ... à la barre de la Convention. Au milieu d'un brouhaha incessant, la foule réclame du pain, la Constitution de 1793, une nouvelle Municipalité parisienne, la liberté des patriotes emprisonnés, l'arrestation des députés hostiles, le retour des Montagnards arrêtés en germinal, des visites domiciliaires pour les subsistances et le renouvellement des autorités sectionnaires. Les députés montagnards qui restaient à la Convention se rallient aux insurgés et proposent une série de décrets qui leur sont favorables. Vers 7

heures, la tête de Féraud juchée au bout d'une pique est présentée à Boissy d'Anglas imperturbable qui occupe alors le fauteuil de président. Dans la nuit, les émeutiers sont chassés de la salle des séances par la force armée des sections fidèles à la Convention, et les députés se séparent à 4 heures du matin après avoir décrété d'arrestation quatorze députés montagnards et annulé tous les décrets pris dans la journée sous la force. [...] Des objectifs politiques clairement énoncés n'apparaissent que dans la bouche des militantes, chez qui ils prédominent sur les motivations d'ordre alimentaire. Ainsi, « avec toutes les démonstrations d'une forcenée », la femme Périot exhortait les autres « scélérates » « à ne pas quitter prise que l'on eût accordé la Constitution de 1793, sur le champ » et s'écriait « Courage, c'est aujourd'hui que la Montagne va triompher ; oui, il faut écraser ces crapauds du Marais. Nous avons pour nous la troupe, les braves gendarmes et les faubourgs (...). Il faut demander Billaud, Collot, Barère et les Montagnards qui sont en arrestation et tenir la Convention assiégée tant qu'ils fussent rendus à Paris. » [...] Comme l'écrira quelques jours plus tard un observateur de police : « *Le pain est la base de leur insurrection physiquement parlant, mais la Constitution en est l'âme* ». [...] La répression se mit en place dans la nuit du 1^e au 2, quand la Convention, par deux décrets simultanés, interdit aux femmes l'accès de ses tribunes et ordonna aux « bons citoyens » de se réunir à partir du 5 en assemblées générales pour procéder au désarmement ou à l'arrestation « des assassins, des buveurs de sang, des voleurs et des agents de la tyrannie qui précéda le 9 thermidor ». Le 4 prairial était créée la Commission militaire, tribunal militaire qui **jugea six députés montagnards, 23 gendarmes rebelles et 129 insurgés** – au nombre desquels 14 femmes. Enfin des personnes furent arrêtées par le Comité de Sûreté générale, prises en flagrant délit au cours de l'insurrection ou dénoncées dans les jours qui suivirent. [...] Si ces suicides sont des gestes paroxystiques, beaucoup de Parisiens, sans aller aussi loin, furent terrassés par l'échec du soulèvement qu'ils ressentirent comme une fin fermant la porte à l'espoir ; et ce d'autant plus qu'alors que les arrestations s'abattaient sur les familles populaires, la crise ne s'arrêtait pas pour autant. [...] L'ordre et le silence règnent sur Paris, écrivent les observateurs de police dans les jours qui suivent l'insurrection :

[...] 9 prairial : « *Soumission entière aux lois de la Convention. Respect des hommes, silence des femmes* ».

[...] 20 prairial ; « *On ne voit plus dans cette grande cité ces rassemblements tumultueux, et à quelques murmures près, on n'y entend plus les menaces scandaleuses, les cris séditieux et les clameurs forcenées de ces furies de guillotine* ».

[...] Les voix se sont tues, le livre s'achève. C'est une autre histoire qui commence maintenant, celle du XIX^e siècle, de ses révoltes d'ouvriers, de ses luttes féministes, de ses « pétroleuses » qui remplaceront leurs grands-mères les « tricoteuses ». Un XIX^e siècle qui va voir s'imposer l'image d'une femme exclue du domaine public, plus que jamais soumise au « despotisme marital », dépen-

dante d'un Code Civil napoléonien figeant dans les pages glacées de la loi des rapports hommes-femmes fondés sur l'inégalité. [...] Et à l'ombre du Code, à l'ombre d'autres formes de luttes, à l'ombre des mentalités collectives, sera progressivement occultée la place tenue par les femmes dans la Révolution, et le fait paraîtra acquis que 1789 ne fut qu'une révolution d'hommes. [...] C'est ainsi que, même si les femmes demeurèrent les « ilotes » de la République, l'universalité des idées révolutionnaires affirmées dans la Déclaration des Droits ouvrait la porte à l'avenir. [...] Les militantes de la période révolutionnaire, **les « tricoteuses », avaient donné une réalité à la citoyenne**, passagère encore clandestine des dictionnaires des lumières, elles ont à jamais inscrit ce mot dans l'histoire et, même si elles furent oubliées, nous leur sommes redevables de cet héritage. » (pages 22 ; 146/ 147 ; 319/ 325 ; 333 ; 344/ 345 et 351/ 354) ;

GUICHETEAU Samuel, *La Révolution des ouvriers nantais – Mutation économique, identité sociale et dynamique révolutionnaire (1740-1815)*, Presses Universitaires de Rennes 2008 ; *Les ouvriers en France (1700-1835)*, Armand Colin 2014 ;

GUERIN Daniel, *La Lutte de classes sous la Première République – Bourgeois et « bras-nus » (1793-1797)*, Gallimard 1968 [une grosse pépite de 1180 pages, si disponible en médiathèque. Sinon, voir l'effervescente brochure *La Révolution française et nous*, Maspéro 1976, qui essaie de dégager (140 pages) de « la mémorable expérience de 1793-95 ... des enseignements applicables à notre temps ». Un concentré *Bourgeois et bras-nus (1793-95)* a été réédité par Libertalia en 2013. Trois piliers pour une vulgarisation réussie !] ; « J'ai entrepris ce livre sans aucune idée préconçue, avec l'unique souci de me faire une idée personnelle de la grande Révolution, de la regarder directement et sans intermédiaires. [...] Son actualité ne peut être méconnue que de ceux qui, pour des raisons diverses, se sont fait d'elle une idée fautive, ou nous en ont donné une image tronquée. [...] La Révolution française, tout d'abord, est la première des révolutions modernes qui ait dressé sur leurs jambes les larges masses populaires, qui les ait tirées de leur sommeil séculaire et qui ait été faite en grande partie par elles. La Révolution anglaise du XVIIe siècle a été plus militaire que populaire. Bien qu'elle ait transgressé, un moment, les frontières de la révolution bourgeoise et qu'elle ait entrouvert une perspective communiste, elle a été surtout accomplie par les guerriers puritains de Cromwell ; elle n'a pas soulevé les larges masses. Sans doute la bourgeoisie a eu sa part dans la Révolution française. Ses idéologues l'ont préparée. Ses parlementaires l'ont menée à coups de discours et de décrets. Mais la bourgeoisie s'est montrée incapable de venir à bout de l'ancien régime féodal, clérical et absolutiste sans le concours des *bras nus*. Comme l'écrit Kautsky, « pour résister à la contre-révolution, il fallait

d'autre gens que la bourgeoisie, des gens qui n'eussent rien à perdre dans une tourmente sociale (...) et qui apportassent dans la lutte la force de leurs bras. » [...] Sans la prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, par les sans-culottes parisiens, l'Assemblée nationale aurait fini par succomber dans sa rébellion contre les baïonnettes royales. Sans la marche sur Versailles, le 5 octobre, des bras nus affamés et sans leur irruption dans l'enceinte de l'Assemblée, la Déclaration des droits de l'homme n'eut pas été sanctionnée. Sans l'irrésistible vague de fond partie des campagnes, l'Assemblée n'eut pas osé s'attaquer, bien que timidement, à la propriété féodale, dans la nuit du 4 août 1789. Sans le puissant mouvement de masses du 10 août 1792, l'expropriation sans indemnités des rentes féodales n'eût pas été, enfin, décrétée : la bourgeoisie eût hésité devant la République et devant le suffrage universel. [...] Aussi son étude nous aide-t-elle à déchiffrer les lois permanentes du mouvement autonome des masses et offre-t-elle, en même temps, à notre examen les formes de pouvoir populaire que, spontanément, les masses forgent au cours de leur lutte ; à ce titre, la Révolution française a été le berceau, non seulement de la démocratie bourgeoise, mais aussi de la démocratie de type communal ou soviétique, de la démocratie des conseils ouvrier. [...] Une avant-garde (surtout urbaine) dépasse hardiment la révolution bourgeoise. Deux mondes chevauchent l'un sur l'autre ; dans la voiture qui conduit Louis, roi par la grâce de Dieu, à l'échafaud, a pris place, représentant de la Commune parisienne, l'Enragé Jacques Roux, pionnier encore balbutiant de la révolution antibourgeoise. [...] De même, le problème de la Révolution est commandé par deux données fondamentales : d'une part, **les conditions matérielles qui, objectivement**, rendent nécessaire ou permettent la Révolution ; d'autre part, **la volonté consciente des hommes, l'action révolutionnaire qui, subjectivement**, mettent en marche la Révolution. [...] La discussion sur le caractère révolutionnaire ou contre-révolutionnaire de la politique de Robespierre repose sur le même malentendu. Du point de vue objectif, l'épithète « contre-révolutionnaire » ne convient pas au reflux qui va de décembre 1793 à juillet 1830, puisqu'il n'a pas entamé les formes de la production et de la propriété consacrés par la Révolution. Robespierre, en arrêtant la Révolution, en empêchant la transcendance de la Révolution bourgeoise en Révolution préprolétarienne, a consolidé, dans ce sens, la Révolution bourgeoise. Mais, du point de vue subjectif, l'épithète « contre-révolutionnaire » est amplement justifiée. La Révolution tout court qui n'avait pas cessé de marcher de l'avant depuis 1789, a commencé à faire volte-face, non pas le 9 thermidor (27 juillet 1794), comme on le croit en général, mais au début de décembre 1793 ; et c'est Robespierre qui a donné à ce recul, à cette « contre-révolution », la chiquenaude initiale. [...] Un simple coup d'œil sur deux événements décisifs : le 14 juillet 1789, le 10 août 1792 nous le montre. A la veille du 14 juillet, la bourgeoisie révolutionnaire distribua des armes au peuple. Elle impulsa. Mais elle eut, en même temps, la main forcée. « Le comité permanent des électeurs, raconte Jaurès, essaya d'abord de prévenir le choc : puis, cédant à l'irrésistible pression du peuple, il essaya du

moins d'obtenir par des moyens pacifiques la capitulation de la forteresse ». Ainsi, le signal de la conquête violente de la Bastille, qui eut des conséquences d'une portée incalculable, ne fut pas donné par la bourgeoisie révolutionnaire. Le peuple s'empara de la vieille geôle, malgré les efforts de conciliation de messieurs les bourgeois. De même, à la veille du 10 août 1792, les bourgeois temporaient et Robespierre, avec eux, fut débordé. [...] Un jour pourtant, les eaux, un instant confondues, se séparent. Le même mobile (l'aiguillon de l'intérêt matériel) qui avait coïncider temporairement le mouvement autonome des masses avec tel parti politique, l'en éloigne, le fait s'y opposer. Ainsi, au printemps de 1793, la cherté croissante de la vie, consécutive à l'inflation, creuse un début de scission entre *bras nus* et chefs jacobins ; les deux forces en présence ne parlent plus le même langage :

- Soulevez-vous pour la liberté, mais non pour de « chétives marchandises », ordonne Robespierre aux sans-culottes.
- Nous voulons, non plus l'égalité théorique, mais l'égalité de fait, répond le chœur populaire.

[...] Les deux forces ont besoin l'une de l'autre ; si l'avant-garde [Pour éviter toute confusion, je crois nécessaire de préciser ici que le type d'avant-garde que l'on a en vue n'a rien de commun avec une pseudo « avant-garde » pervertie de type autoritaire, étatique, bureaucratique, qui prétend imposer au prolétariat son « rôle dirigeant » ... NdA] prolétarienne ne trouvait pas son appui, ses jambes, dans le mouvement autonome des masses, si elle ne réussissait pas à se greffer sur lui, elle serait totalement impuissante ; réciproquement, si elle n'élevait pas le mouvement autonome des masses au-dessus du souci du pain quotidien, si elle ne prêtait pas le secours de sa vue, si elle ne lui faisait pas apercevoir le secret de la domination adverse, si elle ne lui montrait pas la route du pouvoir, le torrent populaire, après de brefs sursauts, d'éphémères et partielles victoires, serait en danger de rentrer dans son lit, découragé ou vaincu – jusqu'au jour où l'aiguillon de l'intérêt matériel le ferait se relever à nouveau, pour retomber ensuite. [...] La dernière phase de la Révolution française, dans la mesure où celle-ci a été un embryon de Révolution prolétarienne, offre déjà, de ce qui vient d'être dit, une illustration pleine d'enseignements. Jacques Roux eût pu prendre la tête d'un mouvement des masses relativement fort, bien que manquant d'homogénéité et encore insuffisamment différencié de la bourgeoisie. Mais il resta isolé et fut mis finalement hors de combat parce que les conditions matérielles de son temps ne lui permirent pas de se hausser jusqu'à l'issue qui aurait pu dénouer la situation, à savoir : opposer nettement au pouvoir de la bourgeoisie (Convention, Comité de salut public) un autre pouvoir, celui de la Commune et des sociétés populaires. Plus tard, Babeuf ne réussit pas davantage à prendre la tête du mouvement autonome des masses, pour plusieurs raisons : les *bras nus* venaient d'être trahis par les Montagnards ; échaudés par la terrible défaite subie, ils se défiaient de tout mouvement politique ; enfin les babouvistes ne surent pas lier les revendications quotidiennes des masses affamées à une nette conception de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Quant aux hébertistes, leur cas est un peu particulier. Ils se situaient entre le parti montagnard ou jacobin (parti bourgeois révolutionnaire, moins par sa composition, en grande partie populaire, que par la politique bourgeoise que lui imprimaient ses chefs) et les Enragés (embryon de parti prolétarien). [...] Mais ils n'osèrent pas, malgré la pression exercée sur eux par une avant-garde populaire énergique, s'attaquer et se substituer au pouvoir existant : le Comité de salut public ; ils se contentèrent d'offrir aux masses **une diversion politique : la déchristianisation**. [...] L'expérience de la Révolution française nous montre, d'une façon très nette, comment se pose le problème du pouvoir. Une classe ne domine pas seulement une autre classe sur le plan économique parce qu'elle a réussi à accaparer les moyens de production (la terre, l'usine, le capital nécessaire à l'extension de la production) et qu'elle oblige ainsi les non-possédants à lui abandonner une partie du fruit de leur labeur ou qu'elle les tient, indirectement, sous sa dépendance. La domination de classe exige aussi la possession du pouvoir. Celui-ci est le gendarme qui assure à la classe dominante la conservation de sa prépondérance économique ;

il est également un moyen supplémentaire de spoliation : par le jeu de l'impôt, de la circulation monétaire, du niveau des prix, l'Etat achève de répartir le revenu national de la façon la plus avantageuse à la classe dominante. [...] Le Léviathan se révèle sans doute à elle sous l'aspect rébarbatif du juge, du gendarme, du recruteur, du percepteur. Mais si impopulaires que soient ces agents d'exécution, ils lui semblent exercer leurs fonctions au nom de tous, leurs méfaits lui apparaissent comme la rançon inévitable de la vie en société. [...] Les Cambon, les Carnot, les Lindet, les Barère, les Prieur (de la Côte d'Or), techniciens retranchés dans leurs bureaux loin des remous de la rue, hostiles aux masses populaires et sans réels contacts avec elles, n'avaient qu'un souci : résoudre les problèmes gouvernementaux au mieux des intérêts de leur classe (ou fraction de classe) ; fixer la circulation monétaire, les impôts, les prix, conduire la guerre et la diplomatie, diriger la fabrication des armements, de telle façon que le fardeau des dépenses retombât le plus possible sur le dos des masses, le moins possible sur celui des acquéreurs de biens nationaux et des fournisseurs de guerre. [...] Lorsque deux pouvoirs rivaux coexistent, rivalisent l'un avec l'autre, cette dualité, toutes les expériences historiques le montrent, ne peut être de longue durée. [...] Parce que la Commune parisienne n'osa pas dénoncer nettement l'usurpation de pouvoir commise au préjudice du peuple souverain, par la Convention d'abord, par le Comité de salut public ensuite, parce qu'elle laissa le pouvoir central grignoter ses prérogatives, elle se condamna elle-même à disparaître. Le grand décret du 4 décembre 1794, qui renforça la centralisation de l'Etat, la mise à mort des magistrats élus de la Commune, le 24 mars 1794, sonnèrent le glas de la dualité de pouvoir. [...] En prenant la Bastille, le 14 juillet 1789, le peuple de Paris érigea, face à l'assemblée bourgeoise de Versailles, un second foyer révolutionnaire, l'ébauche d'un nouveau pouvoir ; et celui-ci ne traita pas seulement l'assemblée parlementaire d'égal à égal, il lui parla, à peine né, sur un ton de protection comminatoire. [...] Deux forces l'animaient simultanément : d'une part, l'assemblée extra-légale des délégués des 48 sections, d'autre part, le comité d'action des fédérés présents à Paris et qui représentaient symboliquement les 44 000 communes de France. [...] Par-dessus les têtes de la Convention, elle adressait, le 3 septembre, un appel à toute la France par lequel elle cherchait « à susciter une immense fédération de communes révolutionnaires, agissant sur le modèle de celle de Paris ». [...] La Commune insurrectionnelle du 31 mai 1793, surgie, comme celle du 10 août 1792, en marge de la Commune légale, accepta de rentrer dans le néant. Cependant, jusqu'à la mise à mort de ses magistrats, fin mars 1794, la Commune parisienne et les sociétés populaires eurent plus ou moins conscience qu'elles étaient l'embryon d'un nouveau pouvoir, rival du pouvoir central bourgeois, l'antithèse de la pseudo-démocratie bourgeoise, l'incarnation de la démocratie directe, authentique. Les **communards de 1871**, eux non plus, n'inventèrent rien. **Ils continuèrent simplement l'œuvre ébauchée par leurs prédécesseurs de 1792 et de 1793.** Des profondeurs des faubourgs de Paris, la Commune, installée comme sa devancière à l'Hôtel de ville, ressuscita,

en tant que forme naturelle de rassemblement des travailleurs de la capitale. Face à l'assemblée nationale de Versailles, instrument politique de la bourgeoisie, elle dressa un nouveau pouvoir, qui n'était pas seulement parisien, mais prétendait exprimer la volonté de l'avant-garde laborieuse de tout le pays ; reprenant l'audacieux dessein entrevu par sa devancière, elle essaya de fédérer autour d'elle les communes de France. Lorsque les **ouvriers russes de Petrograd, en 1905**, formèrent leur premier soviet, l'idée ne leur fut pas davantage soufflée par quelque théoricien. Jamais création ne fut plus spontanée, plus directement adaptée aux besoins. La seule différence entre la commune et le soviet consiste dans le fait que la première était née sur la base du lieu de résidence, de la section de vote et le second principalement sur la base de l'usine. [...] La Révolution française nous apporte à ce sujet une moisson d'enseignements. Lorsque nous descendons dans les sections, dans les sociétés populaires de l'an II, nous avons l'impression de prendre un bain revivifiant de démocratie directe. Quelle différence avec l'atmosphère de démocratie frelatée ou de pouvoir personnel qu'on nous fait respirer aujourd'hui ! L'épuration périodique de la société par elle-même, chacune montant à la tribune pour s'offrir au contrôle de tous, la préoccupation d'assurer l'expression parfaite de la volonté populaire, d'empêcher son étouffement par les beaux parleurs et les oisifs, de permettre aux gens de travail d'abandonner leurs outils sans sacrifice pécuniaire et de participer pleinement à la vie publique, de réaliser le contrôle permanent des mandataires par les mandants, de placer les deux sexes, dans les délibérations, sur un pied d'égalité absolue, tels sont quelques-uns des traits d'une démocratie réellement propulsée du bas vers le haut. [...] Une démocratie fondée sur de tels principes n'est pas, comme ses adversaires voudraient le faire croire, l'« anarchie », la pagaille. Il suffit de feuilleter les procès-verbaux des sociétés populaires, les comptes rendus des séances du Conseil général de la Commune de l'an II pour se convaincre du contraire. La masse, comme si elle était consciente de ses tendances naturelles à l'indiscipline, a constamment le souci de se discipliner elle-même. Elle ordonne ses discussions, elle rappelle à l'ordre ceux qui provoquent le désordre. Bien qu'en 1793 son expérience de la vie publique soit toute récente, bien que la plupart des sans-culottes ne sachent ni lire ni écrire, elle fait preuve déjà d'une maturité politique et d'une aptitude à l'auto-gouvernement qu'aujourd'hui encore les bourgeois, anxieux de conserver le monopole de la chose publique, s'obstinent, contre l'évidence, à lui dénier ... » (pages 13/ 16 ; 20 ; 28/ 29 ; 45/ 46 ; 52/ 63 ; 103/ 107 de cette synthèse militante, écrite en 1944, qui « à la lumière certes de la Révolution française, **essayait de traiter de la révolution en général** » (page 8), à rééditer !) ;

GUICHETEAU Samuel, *Les ouvriers en France (1700-1835)*, Armand Colin 2014 : voir la Troisième partie avec chapitre 5 « Les ouvriers dans le premier essor révolutionnaire (1789-1791) » ; ch. 6 « Les ouvriers au temps de la République

tout à la fois fraternelle et fratricide (1792-1795) » et ch. 7 « La portée de l'expérience révolutionnaire » ... « Le début de l'année 1791 est marqué de manière générale par la montée des tensions. A la poussée de l'agitation contre-révolutionnaire, attisée non plus seulement par l'aristocratie mais encore désormais par les prêtres réfractaires, répond une nouvelle vague de jacqueries anti-féodales. Ces deux feux rendent très fragiles le compromis des élites sur le modèle anglais que les modérés (Barnave, Le Chapelier) tentent de bâtir dans le cadre de la monarchie constitutionnelle et du suffrage censitaire. Le rapprochement entre radicaux et ouvriers se manifeste dans la presse démocratique et à travers la création de nouvelles organisations. [...] Le 12 juin, *L'Ami du Peuple* publie un manifeste des maçons du chantier de l'église Sainte-Geneviève :

« Permettez que des ouvriers vous dévoilent toutes les malversations et turpitudes que nos maîtres trament pour nous soulever en nous poussant au désespoir. Ces hommes vils, qui dévorent dans l'oisiveté le fruit de la sueur des manœuvres qui n'ont jamais rendu service à la nation, s'étaient cachés dans les souterrains les 12, 13 et 14 juillet. Lorsqu'ils ont vu que la classe des infortunés avait fait seule la révolution, ils sont sortis de leur tanière pour nous traiter de brigands, puis lorsqu'ils ont vu les dangers passés, ils ont été cabaler dans les districts pour y arracher des places. Gorgés de richesse comme ils le sont, croiriez-vous qu'ils sont d'une avarice sordide et qu'ils cherchent encore à diminuer nos journées de 48 sous que l'administration nous a octroyés. Ils ne veulent pas faire attention que nous sommes occupés au plus que six mois de l'année, ce qui réduit nos journées à 24 sous ; et sur cette chétive paye, il faut que nous trouvions de quoi nous loger, nous vêtir, nous nourrir et entretenir nos familles ». Si Marat tient la plume, ses mots sont l'écho des paroles des maçons. [...]

Cette vision sombre de l'histoire économique de la Révolution a également été nourrie par une approche faussée de la comparaison entre le développement de la France et celui de l'Angleterre : la Révolution aurait brisé l'essor français. Si c'est bien au XIXe siècle que la GB s'impose comme atelier du monde, l'essor du capitalisme anglais commence en fait bien avant et contribue à façonner une histoire particulière : **dès le XVIe siècle**, l'aristocratie anglaise a réagi de manière originale à la crise du féodalisme **en introduisant largement le capitalisme dans les campagnes ...** » (pages 138 et 165) ;

HAZAN Eric, *Une histoire de la Révolution française*, La fabrique 2012 : voir notamment dans le chapitre IX « Les Enragés, le Club des Citoyennes républicaines révolutionnaires » (pages 232/ 238) avec l'incise : « Leur rôle est important mais limité, ce qui ne les empêche pas d'être les « chouchous » des historiens d'extrême gauche et de la fraction de la jeunesse révolutionnaire actuelle qui s'intéresse à la Révolution française. Cet engouement est facile à com-

prendre : la démocratie directe ou la soumission de l'économie au politique sont des thèmes plus actuels que le culte de la vertu et, pour beaucoup, les personnalités de Roux, Varlet et Leclerc sont plus attachantes que celles de Robespierre ou Saint-Just, entachées qu'elles sont par l'exercice du pouvoir ... » ; chapitre X « Marat » (pages 250/ 252) ;

JAURES Jean et KAUTSKY Karl (préface de Michel Vovelle ; présentation de Jean-Numa Ducange), *Socialisme et Révolution française*, Démopolis 2010 : « Né en 1854 à Prague, Kautsky fait ses premières armes dans la social-démocratie autrichienne avant de rejoindre l'Allemagne où il devient rapidement une figure majeure, estimée de Friedrich Engels, dont il sera le secrétaire pendant plusieurs années. [...] Mais son hostilité à la révolution d'Octobre 1917 fera de lui le « renégat » par excellence pour des générations de communistes tandis que son attachement à un certain marxisme lui vaudra une marginalisation progressive dans la SD allemande. [...] Avec] la publication de *Die Klassegegensätze von 1789* (littéralement « les contradictions de classes en 1789 »), à l'occasion du centenaire de 1789, Kautsky entend décrire la complexité des affrontements de classe pendant la RF. [...] Kautsky signe ainsi le premier ouvrage à étudier « classe par classe » les causes de la RF et son déroulement. Il n'a pas travaillé sur les sources – il était alors à Vienne – et ses analyses peuvent paraître empreintes de schématisme [...] Faut-il rappeler, pour finir, que la lecture jaurésienne a connu une bien plus grande postérité, notamment du côté de l'historiographie « classique » de la Révolution, dont Albert Soboul, un de ses plus grands représentants, a d'ailleurs établi une nouvelle édition magistrale de l'*Histoire socialiste* en 1968, poursuivant le travail effectué par Albert Mathiez qui l'avait déjà rééditée en 1922. [...] Une tradition d'extrême-gauche, notamment le libertaire Daniel Guérin souhaitant rompre avec l'historiographie jaurésienne, fait écho dans une certaine mesure aux propos des guesdistes [GUESDE Jules (1845-1922) est indissolublement lié à un courant historique du socialisme français, le « guesdisme », qui apparaît dans les années 1880 et qui a joué un rôle important dans la fondation de la Section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) en 1905. Nul doute qu'il ait exercé sur ses « fidèles » et même sur d'autres une extrême influence. Son meilleur portrait est celui qu'a brossé Claude Willard : « Dès l'abord extérieur, le personnage apparaît peu banal : grand, prodigieusement maigre, la peau du visage d'une blancheur malade, des cheveux abondants et foncés, rejetés en arrière à la mode romantique ; une barbe prophétique ; sous un front immense et bombé, surmontés d'arcades sourcilières prononcées, des yeux de myope brillent d'un éclat vif derrière un binocle mal assujéti. Une démarche raide, avec un mouvement saccadé des bras et des jambes. » Presque toujours malade, souvent proche de la misère, il a de l'apôtre le désintéressement et l'optimisme abstrait, l'enthousiasme contagieux, le courage personnel, la véhémence. En 1914, trois jours après la mort de Jaurès, il vote « l'Union Sacrée » de tous les partis dans la défense du pays. Guesde devient ministre d'État de 1914 à 1916. Il adopte des positions patriotiques comme le firent les Jacobins à leur époque : « Je n'ai pas la même crainte de l'avenir. La guerre est mère de révolution ». Il pensait en effet que la guerre accoucherait d'une révolution sociale en France comme sous la Révolution fran-

çaise et serait ainsi le point le départ d'une révolution internationale ; « *Pour cette renaissance sociale, il faut vaincre, si lente qu'elle puisse être à venir et quelque sang qu'elle doive couler* » (novembre 1915). Cf. DUCANGE Jean-Numa, *Jules Guesde : l'anti-Jaurès ?*, Armand Colin 2017 ; WILLARD Claude, *Jules Guesde, l'apôtre et la Loi*, Les Éditions ouvrières - La part des hommes 1991 et Wiki.] (extraits de la présentation pages 16, 18 et 26)

[...] Les jacobins et les habitants des faubourgs de Paris ont échoué parce que les circonstances ne permettaient pas une révolution en faveur des petits-bourgeois et des prolétaires, et parce que ces circonstances rendaient intenable tout ce qui s'opposait à la révolution capitaliste. Mais leur action n'a pas été inutile. Ce sont eux qui ont sauvé la révolution bourgeoise et qui, d'une certaine manière, ont balayé l'Etat féodal comme cela n'est arrivé dans aucun autre pays au monde, qui ont aplani et préparé le terrain sur lequel le Directoire et l'ère napoléonienne ont, en peu d'années, mis en route un nouveau mode de production et fait surgir une nouvelle société. C'est une ironie colossale : ce que les capitalistes n'auraient jamais réussi à faire eux-mêmes a été réalisé par leurs ennemis les plus acharnés et à l'encontre de leur propre volonté. [...] La force gigantesque qu'ils ont manifestée, le superbe rôle historique qu'ils ont joué, leur ont conféré une conscience et une maturité politique qui n'ont pas disparu et qui sont encore présentes aujourd'hui. [...] L'institution révolutionnaire qui enthousiasmait le plus le paysan était la nouvelle armée où il n'y avait plus d'obstacle, puisque chaque soldat avait dans sa giberne un bâton de maréchal. Même pour celui qui restait simple soldat elle n'était pas seulement, et c'était bien l'essentiel, l'arme la plus puissante pour défendre la liberté récemment acquise et le sol récemment gagné contre la féodalité qui menaçait de revenir avec l'aide des armées étrangères, mais elle était aussi un moyen de s'enrichir par le butin. Ce moment ne doit pas être sous-estimé. Les guerres de la Révolution ont joué un rôle très important dans l'évolution économique de l'Angleterre et de la France. Ces guerres permirent aussi à l'Angleterre de piller sans arrêt les flottes et les côtes de ces pays [colonies + France, Hollande, Espagne]. Mais la France se ratrapa en Belgique, Hollande, Italie, Egypte, Suisse, Espagne, etc. Il n'y eut pas que les soldats pour piller à cœur joie dans ces pays. Ce qu'ils prirent n'était qu'une bagatelle en comparaison des **sommes énormes que les généraux extorquaient en partie pour eux, en partie pour le Trésor de l'Etat qui était à son tour pillé par les fournisseurs aux armées** cupides et autres « hommes d'Etat ». [...] Aux relativement petites armées de métier des vieilles monarchies, la France opposait la levée en masse et mit de ce fait l'industrie en devoir de lui fournir de quoi habiller et armer un nombre énorme de soldats. C'était là un puissant levier pour transformer une industrie de luxe en une industrie de production de masse ... (pages 107 ; 119/ 121 de Kautsky) ;

[...] D'abord, de 1789 à 1848, la bourgeoisie révolutionnaire triomphe et s'installe. Elle utilise contre l'absolutisme royal et contre les nobles la force des prolétaires ... Ils inspirent parfois aux possédants bourgeois une véritable terreur, mais au fond ils travaillent pour eux ; ils n'ont pas une conception de la société

radicalement différente : le communisme de Babeuf et de ses rares disciples ne fut qu'une convulsion sublime, le spasme suprême de la crise révolutionnaire avant l'apaisement du Consulat et du premier Empire. [...] Il a fallu la crise révolutionnaire de 1848 pour que la classe ouvrière prit conscience d'elle-même, pour qu'elle opérât, suivant le mot de Proudhon, sa scission définitive avec les autres éléments sociaux. [...] **Aussi notre interprétation de l'histoire sera-t-elle à la fois matérialiste avec Marx et mystique avec Michelet.** C'est bien la vie économique qui a été le fond et le ressort de l'histoire humaine, mais, à travers la succession des formes sociales, l'homme, force pensante, aspire à la pleine vie de la pensée, à la communion ardente de l'esprit inquiet, avide d'unité, et du mystérieux univers. [...] Non, tous ceux qui ont lutté, souffert, espéré depuis un siècle n'ont pas perdu leur effort ... Quand les hautes cimes ardentes, éclatantes, s'éteignent, quand la Révolution démocratique et populaire de 1793 et 1794 pâlit et s'éclipse, quand la généreuse révolution de 1848 est brutalement supprimée, on peut croire que la nuit est complète ; mais ceux qui regardent au fond des esprits, au fond des âmes, s'aperçoivent que dans la conscience ouvrière l'idéal survit secrètement, et à la moindre ouverture des événements, la lumière jaillit de nouveau. Grande leçon aussi et grand réconfort pour les combattants socialistes, car ils apprennent que l'effort obscur et constant de chacun se retrouve tout entier au jour des grandes crises. [...] **Kropotkine** semble avoir entrevu dans la période qui va de 1840 à 1848, une sorte de fusion de l'internationalisme démocratique légué par l'extrême révolution bourgeoise et du naissant internationalisme ouvrier ... » (pages 146/ 147 ; 154 ; 182/ 183 et 209 de Jaurès) ;

KAPLAN Steven, *Raisonnement sur les blés – Essais sur les lumières économiques*, Fayard 2017 ... N'ayant pas eu accès à ses ouvrages, je vous livre quelques lignes d'un article visiblement inspiré par cet amoureux du pain : « En 1775, le prix du pain s'envole, suite aux médiocres moissons et au tarissement des stocks de grain. De violentes émeutes éclatent. L'importance du boulanger était d'autant plus grande en ville que les possibilités de **cuisiner chez soi étaient alors rares parmi une population mal logée** ... L'achat du pain pouvait absorber **80% du budget familial** ... Les révolutionnaires semblent avoir compris la leçon : on ne joue pas avec la faim du peuple. L'assemblée vote le blocage des prix. Des agents sont envoyés sur tout le territoire pour gérer le partage du blé. Réquisitionné dans les régions excédentaires, le grain est distribué là où il manque. Dans les villages, on crée des « greniers d'abondance », où chacun reçoit la part à laquelle il a droit. Un système de rationnement est mis en place, pour lutter contre « l'égoïsme ». Et le 15 novembre 1793, un décret de la Convention stipule que tous les Français doivent désormais manger le même pain : « La richesse et la pauvreté doivent également disparaître du régime de l'égalité, il ne sera plus composé un pain de fleur de farine pour le riche et un

pain de son pour le pauvre. Tous les boulangers seront tenus, sous peine d'incarcération, de faire une seule sorte de pain : le « **pain égalité**. » (Cyril Guinet, « Les grains de la colère », pages 34/ 37, in GéoHistoire novembre 2012) ;

KESSEL Patrick, *Les gauchistes de 89*, UGE 1969 : « Dans la mesure où le néologisme « gauchiste » est passé dans le langage courant, principalement depuis mai 1968, s'agit-il ici d'une comparaison entre deux séries d'évènements, ou plutôt de faire émerger des points, des moments de similitude, sinon entre les faits, du moins entre certaines situations, certains conflits, certaines tactiques ... A première vue il est parfaitement tentant de faire ces rapprochements. Et une historienne, Madeleine Rébérioux, a noté justement qu'il y avait des processus de pensée communs entre 1793 et 1968. Cela ne veut certes pas dire que l'histoire se répète mais que, consciemment ou non, face à des situations concrètes, à des notions politiques, on retrouve des courants d'idées qui prennent leur point de départ en 1789 : qu'il s'agisse de l'attitude face à l'Etat, du rôle des parlements, de la contestation permanente des pouvoirs, du rôle des assemblées primaires, des principes de l'éligibilité et de la révocation, de la volonté de ne pas déléguer les pouvoirs, etc. [...] Pour ces hommes de 1789, précipités des rêves d'une société utopique dans les années d'un tel bouleversement que tout semblait possible, réalisable, le choc fut en effet considérable, et tout fut tenté, plus par logique et passion, qu'en tenant compte des réalités objectives [...] Dans le fracas de l'écroulement d'une vieille société, en même temps qu'il faut se battre aux frontières, la contre-révolution est là, avec ses traitres avoués, issus de l'ancien règne des rois et des prêtres, ou cachés – faux révolutionnaires qui ont peur d'être entraînés au-delà de leurs intérêts nés de la Révolution. [...] Passionnés, ces hommes le sont. Et fiévreux, c'est que le temps leur manque : ce qui les mène, ce sont un certain nombre d'idées à partir desquelles, avec une logique qui apparaîtra simple à certains, ils pensent pouvoir dominer l'ancienne société, la détruire, la faire taire à jamais. [...] Ils ont bien senti que la richesse, en soi, était contre-révolutionnaire par les pouvoirs économiques et politiques qu'elle réservait à une minorité. Ce qu'ils souhaitent – mais il faut se sortir d'abord de la guerre, de la famine latente – n'est pas cette médiocrité qui marque l'idée de bonheur au XVIIIe, c'est un bien être en progression. [...] Tous les projets qu'ils forment concourent à rompre l'isolement, la solitude, l'égotisme de l'homme. Education commune, pour eux, c'est la vie en communauté des enfants. [...] Ce qu'il faut souligner tout d'abord, c'est la rapidité des évènements, rapidité qui n'a pas rendu possible une propagande préalable. Au moment même où elles étaient exprimées, les idées nouvelles devaient, pour triompher, être répandues dans un pays où des régions entières ne parlaient pas le français – ce qui amènera la Convention à établir, pour la diffusion des décrets un bureau de traduction. Antagonisme donc entre les « hommes d'Etat », qui avaient à établir, les armes à la main, la république bourgeoise, et les « gauchistes » qui, alors même que la

république bourgeoise n'était pas assurée, tendaient vers une république populaire, sans avoir les moyens, eux, de faire de ce peuple – en immense majorité paysan – la classe dominante ... » (extraits de l'Introduction) ; [avec 70 textes qui valent le détour, à l'enseigne de celui qui suit sur l'interdiction des messes de minuit, par Sylvain Maréchal ...] : « *En plein jour, dans nos places publiques, faire danser les marionnettes ou montrer des tours de gobelets, il n'y a pas de mal à cela ; il faut bien amuser les enfants et leurs bonnes ; mais se rassembler la nuit dans des galetas obscurs pour chanter des hymnes, brûler de la cire et de l'encens en l'honneur d'un bâtard et d'une épouse adultère, est chose scandaleuse, attentatoire aux bonnes mœurs suspecte dans un temps de révolution, et qui mérite toute l'attention et la sévérité de la police correctionnelle. Depuis près de dix-huit siècles ce scandale, qui ne change point de nature en devenant religieux, se renouvelle tous les ans du 24 au 25 décembre, et n'avait pas encore été réprimé. Vu les circonstances, la municipalité de Paris crut qu'il était de son devoir de rappeler la loi qui défend les rassemblements nocturnes, et publia un arrêté portant injonction de fermer les églises pendant la nuit dite de Noël. Les bons esprits croyaient cette précaution fort inutile. Qui va penser qu'en 1792 il se dira encore à Paris des messes de Minuit ? Mais les amis du roi font armes de tout ; ils se répandent dans les sections. Celle de l'Arsenal députa à la Commune, pour réclamer contre son arrêté et s'écrie : Les hommes du 10 août veulent aller à la messe. On se contenta de leur répondre, en haussant les épaules : on ignorait qu'à la porte de plusieurs églises il se formait des attroupements à la tête desquels se montraient des gens qui ne vont pas à la messe pour l'ordinaire, des gens à breloques et chargés d'or, des royaux soupirant une Saint-Barthélemy de patriotes, comme remarque judicieusement le procureur de la Commune. Et en effet, en ce moment, sur la paroisse Saint-Germain, on mettait en branle la cloche qui, par les l'ordres de la première de nos Médicis, servit à pareille heure de signal au massacre des protestants, ennemis de la cour et suspects à Charles IX. » (page 175) ;*

LE BON Gustave, *Psychologie des foules*, PUF (1895) 2018 [Cf. notamment pages 30 (foule morale) ; 98/ 100 (sur les massacres de Septembre) ; 119 (sur la Convention)] ;

MANWARING George Ernest et DOBREE Bonamy, *The Floating Republic*, Penguin Books 1966 ;

MARTIN Jean-Clément, *La Terreur – Part maudite de la Révolution*, Gallimard 2010 ; *La Vendée et la Révolution*, Perrin 2007 ; *La Révolte brisée – Femmes dans la Révolution française et l'Empire*, Armand Colin 2008 ; *L'exé-*

cution du roi, Perrin 2021 ;

MARAND-FOUQUET Catherine, *La femme au temps de la Révolution*, Stock 1989 ;

MARX Karl et ENGELS Friedrich, *Sur la Révolution française – Ecrits de Marx et Engels* (anthologie publiée sous la responsabilité de Claude Mainfroy), Editions Sociales 1985 ;

MENETRA Jacques-Louis, *Journal de ma vie – Jacques-Louis Ménétra compagnon vitrier au XVIIIe siècle*, Montalba 1982 ;

METHIVIER Hubert, *L'Ancien Régime*, PUF « Que sais-je ? » (1961) 14^e édition mise à jour 2001 : « On oublie trop souvent d'abord les dimensions réelles de la France d'alors où, jusqu'au milieu du XIXe siècle, vitesse et distance se mesuraient au pas ou au trop du cheval : la centralisation tant vantée fut longtemps dérisoire dans une France pratiquement immense, en un temps où l'on mettait 2 jours de Paris à Orléans ou à Château-Thierry ou à Amiens, 6 ou 7 jours de Paris à Metz, 7 à 8 de Paris à Bordeaux, 12 environ jusqu'à Marseille, selon l'itinéraire et surtout les saisons. On mesure aussi la liberté d'initiative des pouvoirs locaux ! [...] Tous les problèmes financiers, fiscaux, politiques, économiques, sociaux, se posaient en même temps : le gouvernement, débordé par l'urgence simultanée de ces questions, n'apporta et ne proposa aucune réponse, car on n'avait que Louis XVI et que Necker : un roi sans intuition ni volonté, incapable par éducation comme par nature de comprendre l'ampleur du mouvement réformateur devant la sclérose du régime ... Necker, un ministre probe et philanthrope, mais infatué de ses capacités et de sa popularité, un banquier et non un homme d'Etat, qui pensait crédit et non réforme ... Louis XVI voulut ergoter, différer jusqu'en novembre sa sanction aux décrets des 5-11 août et à la Déclaration des Droits de l'Homme du 26 août, choisir de s'engager dans le double jeu qui lui fut fatal : rien n'y fit. Le royaliste Rivarol [(1753-1801) - Cf. Antoine de Rivarol, *Œuvres complètes*, collection « Bouquins », Paris, Robert Laffont 2016. Le volume contient également l'intégralité des aphorismes de Chamfort et de Vauvenargues ; Hélène Maspéro-Clerc, *Un journaliste contre-révolutionnaire Jean-Gabriel Peltier (1760-1825)*, Sté des Études Robespieristes 1973 ...] le constata : « *Lorsqu'on veut empêcher les horreurs d'une révolution, il faut la vouloir et la faire soi-même ; elle était trop nécessaire en France pour ne pas être inévitable ...* » De même son adversaire politique, mais son émule en finesse, Nicolas Chamfort, déclara aux timorés : « *Les courtisans*

et ceux qui vivaient des abus monstrueux qui écrasaient la France sont sans cesse à dire qu'on pouvait réformer les abus sans détruire comme on a détruit. Ils auraient bien voulu qu'on nettoiyât l'étable d'Augias avec un plumeau ! » Sa verve satirique vengea par des flèches empoisonnées cette bourgeoisie devenue majeure en tous domaines : « *La Noblesse, dirent les nobles, est un intermédiaire entre le roi et le peuple ... oui, comme le chien de chasse est un intermédiaire entre le chasseur et le lièvre.* » Le même Chamfort [(1741-1794) – Cf. Lionel Dax, *Nicolas Chamfort, Œuvres complètes*, Éditions du Sandre 2009, 2 volumes ...] toucha du doigt la plaie fondamentale dans une lettre du 15 décembre 1788 à son très cher ami, le courtisan Louis de Vaudreuil, dont il se sépara avec un cruel déchirement par probité intellectuelle : « *De quoi s'agit-il ? D'un procès entre 24 millions d'hommes et 700 000 privilégiés. Vous croyez qu'on vous attaque personnellement. Point du tout : une grande Nation peut s'élever et voir au-dessus d'elle quelques familles distinguées, elle peut rendre hommage à d'antiques services ... mais, en conscience peut-elle porter 700 000 anoblis qui, quant à l'impôt, sont aux mêmes droits que les Montmorency et les plus anciens chevaliers français ? Ne voyez-vous pas qu'il faut nécessairement qu'un ordre de choses aussi monstrueux soit changé, ou que nous périssions tous également. Clergé, Noblesse, Tiers Etat. On va même jusqu'à prononcer le mot de démocratie. La démocratie ! dans un pays où le peuple ne possède pas la plus petite portion du pouvoir exécutif ! dans un pays où la puissance royale ne vient que de rencontrer des obstacles de la part des corps dont presque tous les membres sont nobles ou anoblis ... Je m'effraie de l'avenir !* » Et il ajouta : « *Sur une population de 25 millions d'hommes, 5 millions de pauvres dans toute la force du terme, c'est-à-dire mendiants ou prêts à mendier. Quand ces maux sont montés à un tel excès, tout l'édifice social chancelle, et court le risque d'être renversé ... voilà ce que n'ont pas voulu voir ceux qui jusqu'à présent ont écrit sur le peuple.* » (pages 115/ 117) ;

MERCIER Louis-Sébastien, *Le Tableau de Paris [1782-1788]*, 2 volumes, Mercure de France 1994 ;

MESLIER (Curé), *Mémoire*, Exils 2000 : « Aux confins du XVIIe et du XVIIIe siècle, au plus obscur des Ardennes obscures, il s'est trouvé un homme si seul, si absolument seul dans la pensée et dans l'indignation, qu'il n'existait alors personne qui pût non seulement lui répondre ni le comprendre, mais même l'entendre ; un homme dont la colère excédait de si loin celle de ses plus lucides contemporains qu'il n'avait su la confier qu'au papier, grâce auquel elle nous est parvenue avec une violence que trois siècles de convulsions, de « progrès » et d'Histoire n'ont en rien apaisée. Cet homme s'appelait Jean Meslier. Il était né en 1664 dans un village des Ardennes et il mourut en 1729 dans un autre village

des Ardennes, au terme d'une minuscule odyssée. Fils d'un marchand de serge, il avait étudié au séminaire de Reims, avant d'être ordonné prêtre d'Etrépigny, bourgade en lisière de forêt où il vécut ses jours avant de les y finir, à quelques lieues du village où il les avait commencés, dans une obscurité inentamée. Les quelques arpents de bois et de champs à quoi se borna toujours son univers extérieur, et qui auraient pu limiter son expérience de l'injustice à des combines locales, semblent au contraire avoir exacerbé en lui la conscience d'une oppression totale et généralisée, au-delà des frontières et des âges. A sa mort, cet étrange curé laissait à ses paroissiens, « et à tous ses semblables », un testament d'apostat où il avait chaque nuit martelé sa haine de l'ordre établi avec une fureur d'énergumène et une obstination de forcené. [...] Commodité peut-être, car on ne soupçonnera pas de lâcheté celui qui, par deux fois, refusa de prononcer en chaire l'éloge du seigneur d'Etrépigny, jugé brutal envers ses paysans, et qui, cédant enfin aux injonctions de son archevêque, n'y consentit que de guerre lasse et de mauvaise grâce, non sans insolence : « *Nous prions Dieu pour le seigneur de Touilly, qu'il le convertisse et lui fasse la grâce de ne point maltraiter le pauvre et dépouiller l'orphelin.* » Etrange éloge, que la famille de l'intéressé prit mal. Elle s'en plaignit à l'archevêque, qui ne manquait déjà pas de griefs : son curé « parlait mal à son prône des seigneurs et des grands de ce monde », il distribuait les hosties aux enfants comme des friandises, installait gracieusement les bourgeois sur les bancs seigneuriaux, refusait obstinément de se séparer de la servante « âgée de dix-huit ans » (puis, 5 ans plus tard « âgée de vingt-trois ans »), qui vivait chez lui. On l'enferma un mois au séminaire de Reims. [...] En revanche, ce qu'on admet sans peine et sans preuve, c'est, après la lecture du testament, la stupeur des légataires apprenant que, durant près de quarante ans, gestes et paroles sacrées n'avaient été accomplis ou prononcés que par un athée blasphémateur, aspirant régicide, « avec répugnance et assez de négligence », ainsi qu'il le dit lui-même, ajoutant, sans illusion : « comme vous avez pu le remarquer ». [...] Voltaire, qui en entend parler dès 1735, réussit à se le procurer, et en publie en 1768 une version fortement abrégée, expurgée et réécrite : Extraits des sentiments de Jean Meslier. [...] Encyclopédistes et philosophes s'y référent. Diderot y puise à pleine mains. A la Révolution, la ferveur du prêtre rebelle trouve enfin son public dans les clubs qui préparent 93. Linguet, Cloots, Desmoulins le citent. [...] Si le nom de Meslier paraît avoir très vite été associé à une violence révolutionnaire et anticléricale, il semble qu'une formule ait d'abord retenu les esprits et frappé les mémoires, au point de susciter partout la citation et plus encore l'appropriation, une image « fraîche et naïve » selon son propre auteur, assez simple et assez forte en tous cas pour passer sans dommage les siècles et les frontières, s'adapter aux régimes particuliers, aux circonstances historiques et aux préférences personnelles : celle où Meslier souhaite « que tous les nobles fussent pendus et étranglés avec les boyaux des prêtres ». [...] En 1819, on la retrouve dans un quatrain attribué à Pouchkine, qui n'a besoin pour l'adapter au public russe, que **d'étrangler le dernier « tsar » avec les boyaux**

du dernier « pope ». [...] Je me souviens d'en avoir vu une plus politique où les rôles des victimes étaient respectivement tenus par un « capitaliste » et un « stalinien » ... » (préface d'Armand Farrachi) ;

NOIRIEL Gérard, *Une histoire populaire de la France – De la guerre de Cent Ans à nos jours*, Agone 2018 : « En dehors des hommes d'Eglise, ceux qui exercèrent un rôle pionnier dans la familiarisation des classes populaires avec l'écrit furent les agents de police. [...] Des propos éphémères, disparates, nés dans l'espace privé furent constitués en parole publique. La population parisienne dut s'adapter à cette proximité inédite et secrète des forces policières. Pour échapper à la censure, elle inventa des moyens nouveaux, comme les « nouvelles à la main », qui jouèrent un grand rôle dans la diffusion des propos critiquant le pouvoir. Ces petites informations données à l'état brut sur des feuilles volantes manuscrites, rédigées sous le manteau, concurrencèrent les journaux officiels. Elles n'étaient pas destinées au petit peuple, mais elles s'appuyaient sur des informateurs souvent issus du peuple, notamment les domestiques des grandes maisons. Leur clientèle appartenait à l'élite de la société car l'abonnement coûtait cher. Cependant, ces petites nouvelles s'immiscèrent progressivement dans les récits populaires, contribuant à répandre des rumeurs, dans un invérifiable mouvement du vrai et du faux. Les murs de la ville devinrent un autre enjeu majeur des luttes qui opposaient les élites pour le contrôle de l'opinion populaire. Malgré la diffusion croissante des livres, des journaux et des almanachs, le petit peuple parisien prenait surtout connaissance des informations officielles grâce aux affiches royales, parlementaires, municipales ou ecclésiastiques. La critique de cette parole dominante se diffusait également grâce aux nombreux placards collés sur les murs de Paris. Presque toujours mal orthographiés, ces petits textes anonymes et dénonciateurs participaient à l'ironie populaire en dénonçant les faillites et les manquements du pouvoir souverain. [...] Parmi les écrivains issus de leurs rangs, le plus prolixe fut Louis-Sébastien Mercier, fils d'un marchand fourbisseur, auteur d'un *Tableau de Paris* qui reste aujourd'hui encore une source irremplaçable pour les historiens. [...] Il décrit la misère dans laquelle vivaient les petites gens. « Mais ce qui fait peine à voir ce sont les malheureuses femmes qui, la hotte pesante sur le dos, le visage rouge, l'œil presque sanglant, devançant l'aurore dans des rues fangeuses, ou sur un pavé dont la glace crie sous les premiers pas qui la pressent ; c'est un verglas qui met leur vie en danger : on souffre pour elles, quoique leur sexe soit étrangement défiguré ... » (pages 224/ 226 ; voir surtout les chapitres « *Codes noirs* », « *Liberté, quand tu nous tiens* ... » et « *L'invention de la citoyenneté* » de cet excellent ouvrage) ;

PALMER Robert Roswell [1909-2002 ; voir sa nécrologie sur <https://www.persee.fr>], *The twelve who ruled* (Princeton 1941), *Les douze qui gouvernaient* –

L'année de la Terreur dans la Révolution française, republié avec le titre : *Le Gouvernement de la Terreur : L'année du Comité de salut public*, A. Colin 1989 ;

PARAIRE Michael et Philippe (textes choisis et présentés par), *Au cœur de la Révolution française*, Editions de l'Épervier 2012 – notamment « la loi Le Chapelier (juin 1791) » ; « La prise des Tuileries (10 août 1792) » ; « Le procès de Louis XVI (14/ 20 janvier 1793) » ; « La création du Comité de Salut public » (4 avril 1793) ; « Le calendrier révolutionnaire » (24 octobre 1793) ; « L'abolition de l'esclavage » (4 février 1794) ; « Des principes de la Terreur » (25 décembre 1793 et 5 février) ;

PEAN Pierre, *Une blessure française – Les soulèvements populaires dans l'Ouest sous la Révolution (1789-1795)*, Fayard 2008 : « Depuis mars 1793, Maumusson a perdu beaucoup de ses enfants. Pourtant, beaucoup de corps ne reposent pas à l'ombre de leur église. Les uns dorment sur les champs de bataille au sud de la Loire, d'autres le long du parcours emprunté par la Virée de Galerne [« Périple de l'armée vendéenne qui, ayant traversé la Loire après la défaite de Cholet le 17 octobre 1793, se rend à Granville dans l'espoir d'y trouver des renforts en provenance d'Angleterre. Rappelons que la galerne, tirée du mot breton *gwalam*, désigne le vent de noroît, qui souffle en rafales dans l'Ouest de la France. Par extension, le mot désigne les régions situées au nord de la Loire. » Note de PP ; voir la carte sur le rabat de 4^e de couverture du livre.], au nord du fleuve, et les derniers à Nantes, dans les carrières de Gigant transformées en immenses fosses communes. Cette épuration s'inscrit dans le prolongement de la décision prise par la Convention les 1^{er} août et 1^{er} octobre 1793. Le conventionnel Bertrand Barère de Vieuzac [« Barère a, pendant la Terreur, constamment poussé à la politique du pire, bien au-delà des Robespierre, Saint-Just et Danton. Il fut surnommé l'« Anacréon de la guillotine » par Edmund Burke, et « Janus à trois faces » par Camille Desmoulins. Il était **en réalité un agent d'influence du gouvernement Pitt.** » Note PP – D'où vient cette affirmation ? Sans doute d'un ouvrage « d'Olivier Blanc consacré à la Terreur et à ses rouages secrets : *Les hommes de Londres, histoire secrète de la Terreur* et *La corruption parlementaire sous la Terreur*. Blanc, qui se situe dans la même ligne intellectuelle que Mathiez, reprend et résume clairement l'apport de ce dernier, tout en y ajoutant des documents nouveaux sur un certain nombre de points précis. Malheureusement, l'entreprise souffre de deux défauts, l'un de conception et l'autre de méthode : tout d'abord, la position de défenseur acharné de Robespierre, qui était celle de Mathiez et que reprend sans nuances Olivier Blanc, si elle n'est pas moins légitime moralement ou intellectuellement aujourd'hui qu'au début du XX^{ème} siècle, devrait être conçue en d'autres termes qu'elle ne l'était alors

dans un contexte historiographique très différent du nôtre. Chercher à démontrer à toute force la validité des accusations lancées par l'Incorruptible contre ses ennemis n'a plus beaucoup de sens actuellement (qui s'en soucie ?) et conduit à une certaine myopie intellectuelle. » (Cf. en fin d'article une bio de cet escogriffe et, dans les Annexes, le texte complet de Claudine Cavalier) *NdMoa*] a d'abord annoncé la « destruction systématique de l'habitat, des bois, des forêts, des entreprises vendéennes ». Deux mois plus tard, la Terreur décidait l'extermination de toute la population résident en Vendée militaire, bleus et blancs confondus, y compris les femmes, « sillons reproducteurs », et les enfants, « futurs brigands » qui, s'ils survivaient, pourraient être animés d'un « juste désir de revanche ». [...] Le Nantais Joseph Fouché va accompagner et encourager Carrier dans sa mission qui n'était finalement – nous le verrons ultérieurement que la suite de son action en Loire-Inférieure. « N'oublie pas qu'il faut marcher à la liberté sur des monceaux de cadavres », lui écrivit le futur ministre de la Police de Bonaparte, puis de Napoléon. [...] Ayant écrit il y a une vingtaine d'années sur ces questions, je croyais moi aussi que les révoltes vendéennes et chouannes avaient été suscitées par des manigances royalistes, que les paysans avaient été manipulés par leurs anciens maîtres, seigneurs et curés de paroisse, même si je connaissais la part importante de la persécution religieuse dans l'origine de ces soulèvements. Je n'avais pas encore intégré les apports du sociologue Charles Tilly, de Paul Bois, et plus récemment de Jean-Claude Martin et du professeur rennais Roger Dupuy. [...] Dans *Paysans de l'Ouest*, Paul Bois affirme que l'antagonisme des villes et des campagnes a été la cause essentielle des soulèvements de l'Ouest. [...] Quand à Roger Dupuy, il voit dans la chouannerie une « résistance qui n'est pas tant celle de l'archaïsme face au progrès que celle d'une société communautaire obsédée par sa survie, consciente de sa fragilité, attachée à ses solidarités et peu convaincue de la priorité déterminante du fait national. [...] Les massacres de septembre 1792 n'avaient pas été de bon augure pour l'avènement de la République. L'influence de la Commune de Paris se faisait de plus en plus pesante. Le procès de Louis XVI montra ensuite que l'expression d'idées modérées était de plus en plus difficile. C'était déjà le règne des Marat, Robespierre et Saint-Just. Jacques Defermont [DEFERMON Jacques (1752-1831) : Conventionnel proche des Girondins, en novembre 1792, il est élu secrétaire de l'Assemblée, puis président. À ce titre il dirige les premiers débats du procès du roi, et est alors accusé par les Montagnards d'être trop favorable à ce dernier. Opposé à la condamnation à mort de l'ancien souverain, il vote pour l'appel au peuple, pour l'emprisonnement et le bannissement à la paix, et enfin en faveur du sursis. Dénoncé comme traître par Levasseur qui l'accuse de correspondre avec les fédéralistes du Calvados, il choisit alors de fuir ce qui lui vaut d'être déclaré hors la loi. Il parvient à rejoindre la Bretagne et se cache pendant dix-huit mois. Réintroduit à la Convention en décembre 1794, Defermont encourage les poursuites contre les Jacobins ...], le Rennais, natif de Maumusson, avait été élu président de l'Assemblée durant le procès et s'était opposé, dès son

entrée en fonction, à ceux qui terrorisaient la Convention : « *Je rappelle aux citoyens des tribunes que le règlement défend les approbations et les improbations, et surtout que les représentants du peuple ne peuvent souffrir ces vociférations véritablement indécentes.* » [...] « Nous apprîmes bientôt les premiers mouvements de la Vendée, le pillage fait à Paris de bateaux venus de Rouen, chargés d'épiceries. La France se trouvait menacé au-dedans et au dehors. L'inquiétude amenait la défiance, et celle-ci ajoutait aux malheurs publics. Les membres de la Convention se divisaient à peu près en 3 classes. La première, composée d'hommes qui joignaient à l'attachement aux principes libéraux une sage modération et des talents. La deuxième, composée d'hommes ardents, ambitieux, prétendant à un patriotisme exclusif et ne voulant écouter ni la religion, ni la sagesse de la modération ; elle traitait les premiers de modérés, d'hommes d'Etat, et les dénonçait au peuple comme ses plus redoutables ennemis ; cette seconde classe était moins nombreuse que la première, elle comptait peu d'hommes d'un grand talent, mais, par son audace, elle suppléait au nombre, et elle s'était nommée la Montagne parce que ses membres se plaçaient ordinairement sur les banquettes élevées d'un des bords de la salle. La troisième classe se composait soit de ces hommes d'un caractère faible, qui suivraient volontiers les mouvements d'une conscience droite si on ne les en éloignait pas en les effrayant, soit de ces hommes peu éclairés, n'ayant point de principes et par conséquent toujours prêts à se ranger du côté du plus fort. On la désignait sous le nom de Ventre ou de Marais. On peut dire que le fort de l'Etat était entre les mains de cette dernière classe. Et j'ai toujours pensé que, la Commune de Paris n'eut-elle pas exercé l'empire de terreur qu'elle avait créé par les assassinats de septembre, la grande majorité des membres de la troisième classe se serait constamment réunie à la première. [...] Je fus étrangement surpris et cruellement affligé en voyant l'état dans lequel je trouvai les choses. « Comment, dis-je à Vergniaud [VERGNIAUD Pierre (1753-1793) : avocat, bien plus que le porte-voix de la Gironde, il fut l'un (avec Mirabeau et Danton) des plus grands orateurs de l'époque. Président à plusieurs reprises de l'Assemblée législative et de la Convention, c'est lui qui déclara la « patrie en danger » (discours du 3 juillet 1792). C'est également lui qui prononça le verdict qui condamna Louis XVI à la mort. Quelques **citations** illustrent sa façon de : « *Les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux* » ; à Marat, devant l'assemblée législative : « *Donnez-lui un bon verre de sang pour le rafraichir* » ; durant son procès : « *La Révolution est comme Saturne : elle dévore ses enfants* ». Contrairement à plusieurs Brissotins, il refuse de fuir : « *Fuir c'est s'avouer coupable.* » Il publie un texte sur l'illégalité de la mise en accusation par la Convention - sous la menace de la force armée - des 31 députés de la Gironde, en en rendant responsable Barère de Vieuzac, qualifié d'imposteur et d'assassin. Incarcéré, il condamne l'insurrection fédéraliste fomentée par ses anciens amis. Il est guillotiné le 31 octobre, avec vingt et un autres députés girondins, les autres s'étant enfuis dans différents départements (Bretagne, Normandie, Gironde...). Merci Wiki !], avez-

vous pu laisser composer le Comité de salut public comme il est ?

C'est, me dit-il, pour perdre dans l'opinion publique ces hommes ambitieux et incapables. Il ne manqueront pas de faire tant de sottises qu'on sera forcé de revenir à nous et qu'alors nous pourrons faire tout le bien que nous désirons. » ... (pages 10/ 11 ; 25/ 27 ; 193/ 199 ; 201/ 207 – sur la journée du 2 juin 1793 ; et aussi les chapitres 5 – « Le Club des Jacobins commence à accaparer la nation » et VI – « Les bourgeois de Nantes prônent la traite négrière et traquent les curés réfractaires ») ;

PERRAUDEAU Michel, *Vendée 1793 – Vendée plébéienne*, Les Editions libertaires 2010 ;

PERONNET Michel, *Les 50 mots clefs de la Révolution française*, Privat 2005 ;

PINGUE Danielle et ROTHOT Jean-Paul (Collectif), *Les Comités de surveillance – D'une création citoyenne à une institution révolutionnaire*, Société des études robespierristes 2012 ;

REDIKER Marcus (né en 1951), *Les Forçats de la Mer : Marins, marchands et pirates dans le monde anglo-américain (1700-1750)*, Libertalia 2010 ; *L'hydre aux mille têtes : L'histoire cachée de l'Atlantique révolutionnaire* [« The Many-Headed Hydra: Sailors, Slaves, Commoners, and the Hidden History of the Revolutionary Atlantic »], Amsterdam 2008 ; *A bord du négrier – Une histoire atlantique de la traite*, Seuil 2013 ; *Un activiste des Lumières : Le destin singulier de Benjamin Lay* [« The Fearless Benjamin Lay : The Quaker Dwarf Who Became the First Revolutionary Abolitionist »], Seuil 2019 ;

REGENT Frédéric, *La France et ses esclaves – De la colonisation aux abolitions (1620-1848)*, Fayard 2012 ;

ROCHE Daniel, *Journal de ma vie – Jacques-Louis Ménétra (1738-1812), compagnon vitrier au XVIIIe siècle*, Albin Michel (1998) 2010 ;

ROCHE Jean-Louis, *La guerre révolutionnaire – De Robespierre à Lénine*, Les éditions du pavé 2005 ;

SOBOUL Albert, *Les Sans-culottes parisiens en l'an II – Histoire politique et sociale des sections de Paris, (2 juin 1793 - 9 thermidor an II)*, Clavreuil 1958 (1168 pages) ; *Les sans-culottes*, Seuil (1968) 2004 : version abrégée ou « plus précisément seconde partie de la thèse de doctorat soutenue à la Sorbonne » (Avertissement page 3) ; *Problèmes paysans de la Révolution (1789-1848) – Etudes d'histoire révolutionnaire*, La (re) Découverte 2001 ;

SERNA Pierre, *Antonelle – Aristocrate révolutionnaire (1747-1817)*, Éditions du Félin 1997 ; Préfacier de COBB Richard, *La mort est dans Paris*, Anacharsis 2016 ;

SMITH Adam, *Recherche sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Nouvelle traduction, responsable scientifique Jean-Michel SERVET, 2 tomes, Economica 2000 : « Contentons-nous de signaler qu'il est né en 1723 à Kirkcaldy sur la côte est de l'Écosse (les spécialistes pourront trouver les traces de la soumission y compris linguistique d'un Ecossais à l'ordre britannique) ... et que la première édition de *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* date de mars 1776 ; cette année est notamment celle de la mort de son ami David Hume, du vote par le Congrès américain de la Déclaration d'indépendance, de la publication des six édits du contrôleur général des Finances de France, Anne-Robert Turgot, suivie de son renvoi par le roi Louis XVI, de la parution de *Le commerce et le gouvernement considérés relativement l'un à l'autre* de Condillac et de *Réflexions sur le commerce des blés* de Condorcet. [...] Des passages entiers émanent d'ailleurs, comme chez beaucoup d'autres, non pas d'une observation du terrain ou de conversations de salon – si importante à l'époque pour la diffusion et la constitution des savoirs –, mais d'ouvrages déjà publiés. Ainsi, un des plus célèbres chapitres de *La Richesse des Nations*, si ce n'est le plus célèbre, le chapitre premier du livre I consacré à la division du travail à partir de l'exemple central d'une manufacture concentrée produisant des épingles, qui sera repris aussi bien par Hegel que par Jean-Baptiste Say, n'est-il qu'une habile lecture-traduction d'un article de l'*Encyclopédie* de D'Alembert et Diderot consacré à cette fabrication. [...] Peut-on affirmer en conséquence qu'il y a dans *La Richesse des Nations* un effet d'anticipation ? Adam Smith aurait entrevu une partie de l'avenir de nos sociétés pour lesquelles « travail », « salaire », « rente » et « profit » par exemple deviendront des catégories essentielles, dépassant les ordres et les hiérarchies d'Ancien Régime. [...] Mais avec *Richesse des Nations* la difficulté tient au fait que nous sommes confrontés tout autant à un visionnaire comprenant certaines forces en présence dans sa société qu'à un logicien produisant des catégories dont nous sommes en

partie les héritiers. N'est-on pas étonné de voir la fréquence des citations de « Monsieur Smith » par exemple dans les assemblées révolutionnaires françaises de la fin du XVIIIe siècle ... » (Introduction de l'édition) ... « *Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de l'attention qu'ils portent à leur propre intérêt* », écrit ce **fondateur du libéralisme**. (page 20 du livre I) ;

SONENSHER Michael, *Sans-Culottes – An eighteen-century emblem in the French Revolution*, Princeton University Press 2008 ;

STAROBINSKI Jean, *L'Invention de la liberté au siècle des Lumières (1700-1789)*, Gallimard 2006 ;

TACKETT Timothy, *Par la volonté du peuple – Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Albin Michel 1997 ; *Le roi s'enfuit : Varennes et l'origine de la Terreur*, La Découverte 2004 ; *Anatomie de la Terreur : Le processus révolutionnaire (1787-1793)*, Seuil 2018 ;

THOMPSON Edward, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Le Seuil (1988) 2012 : voir notamment les 5 premiers chapitres regroupés sous le titre « L'arbre de la Liberté » ;

TULARD Jean, *La contre-révolution – Origines, histoire, postérité*, CNRS Editions 2021 ;

VAN PARYS Agnès, *Les déserteurs*, Balland 1971 : voir les chapitres 5 « La Monarchie » ; 6 « 1789 » et 7 « L' Empire » ...

VIENNOT Eliane, *Et la modernité fut masculine – La France, les femmes et le pouvoir (1789-1804)*, Perrin 2016 ;

VITTORION SCOTTI Douglas, « *La guérilla espagnole dans la guerre contre l'armée napoléonienne* », article dans *Annales historiques de la Révolution française* 2004 : <https://journals.openedition.org/ahrf/1683#ftn22> ;

VOVELLE Michel (Collectif), *L'Etat de la France pendant la Révolution (1789-1799)*, La Découverte 1988 [voir notamment les chapitres « Eux et nous », « La France des régions »] : « Conquérante, à coup sûr : depuis les études de l'histoire politique, à laquelle ils ont su ne pas se tenir, ces maîtres, à commencer par A. Mathiez (Mouvement social et vie chère sous la Terreur) pour poursuivre par G. Lefebvre (celui des Paysans du Nord sous la Révolution française ou de La Grande Peur), et achever avec les Sans-Culottes parisiens en l'an II d'A. Soboul, ont élaboré une lecture sociale de la RF, introduisant progressivement sur la scène les masses rurales, puis urbaines, proposant le schéma explicatif d'une « Révolution bourgeoise à soutien populaire », qui constituerait l'originalité de la voie révolutionnaire française [...] Cette offensive est partie de plusieurs points ... Mais ce courant a été vite relayé en France où le livre de François Furet et Denis Richet, *La Révolution française*, mis en 1965 le feu aux poudres. [...] Etonnant retournement si l'on y réfléchit : moins de vingt ans plus tôt, **en 1948, Daniel Guérin** dans *Bourgeois et bras nus, la lutte des classes sous la Révolution française*, écrivant à la lumière des théories de la Révolution permanente, avait vu dans la dynamique révolutionnaire un mouvement trop tôt arrêté par la politique non sans machiavélisme de la bourgeoisie montagnarde, alors qu'il était porteur de son propre dépassement en termes de Révolution prolétarienne. **Hypothèse aventureuse, que l'analyse concrète du contenu social de la sans-culotterie parisienne par Soboul devait ruiner par la suite** [? Moa] ... » (voir l'article de Vovelle « *Un siècle d'historiographie révolutionnaire* » (1880-1987) ;

VUILLARD Eric, *14 juillet*, Actes Sud 2016 : Roman tumultueux, charnu, rocailleux, c'est un bel hommage à la grandeur des humbles, des invisibles, des gueux et de tous les tâcherons ... en quête de dignité, de pain et de liberté. Patiemment, Vuillard nous rappelle que c'est la multitude agissante qui peut façonner son Histoire et qui doit toujours se méfier de ceux qui savent, ceux qui profitent, ceux qui dirigent. Un rappel plus que salutaire dans un moment où l'anniversaire de la prise de la Bastille n'est plus que défilé marchand, spectaculaire, ode funeste au nationalisme et au militarisme !

« *Savoir perdre la tête : tout est là.* » (L'OPÉRA DE QUAT' SOUS, Acte I, Tableau 3 ; Bertolt Brecht) :

« Il faut écrire ce qu'on ignore. Au fond, le 14 juillet, on ignore ce qui se produit. [...] Ils sont là, à la Bastille, il y a de plus en plus de monde, dans les rues, tout autour. Ceux qui ne possèdent pas de fusils se sont armés de bâtons, de méchants bouts ferrés, de merlins, de tire-bouchons, qu'importe. Depuis l'Arsenal jusqu'à Saint-Antoine, les quais et les rues sont noirs de monde. [...] C'est

dingue ce qu' un faubourg contient de vies. Et si le temps a gardé trace de centaines d'hommes, des femmes, en revanche, il ne nous reste que quelques noms : Marie Choquier, Catherine Pochetat, Marie Charpentier et Pauline Léon. Le fleuve s'arrête là ; il entre dans le sable. [...] Les gens de l'Hôtel de Ville souhaitaient qu'on retire les canons afin de calmer les esprits ; mais de distribuer la poudre, il n'est pas question. Entre le peuple et qui s'en improvise l'émissaire, il existe aussitôt un fossé. Toute la Révolution est là. La Plaine ou la Montagne. La Constituante ou la Convention. L'atmosphère ou la volonté populaire. Il est onze heures et demie du matin. La délégation de Thuriot venait du district Saint-Louis-de-la-Culture. L'idée était de faire entrer une garde bourgeoise dans la place. Pour apaiser la foule, il voulut s'assurer que les canons avaient bien été retirés et n'étaient pas chargés ; il exigea de monter sur les tours. Le récit de cet épisode est le morceau de maître de Michelet, passage tourmenté, émouvant, où il exerce à merveille le pouvoir des larmes. Il invente un grand rôle, celui du parlementaire « sans peur ni pitié, ne connaissant nul obstacle ». D'après le grand historien, Thuriot incarne « le génie colérique de la Révolution ». Mais si tout cela emporte le lecteur, si le morceau est réussi et même tellement réussi qu'il résume à lui seul une certaine conception, humaine, sensible, de l'élan révolutionnaire ; si Jules Michelet parvient à faire de la députation de Thuriot de la Rosière le moment le plus éclatant de la journée, épisode emblématique qu'il dépose au centre de son dispositif littéraire, le nombril du 14 juillet ; s'il nous enveloppe de mots, nous enivre de gloire, malgré le peu de conséquences qu'eut l'évènement, s'il l'agrandit et le bedonne au point d'en faire une scène dantesque, un invraisemblable morceau de bravoure, c'est que, en un sublime tour de passe-passe, comme le diable transportant Jésus au faîte du Temple, il dresse la silhouette du délégué au-dessus du monde. Par un de ces grands envoûtements d'écriture, Michelet sépare le peuple, l'immense masse noire qui avance depuis le faubourg Saint-Antoine, de son représentant, qui devient le véritable protagoniste de l'Histoire. Pourtant, après plus de deux heures, lorsque Thuriot de la Rosière sortit de la Bastille, on était bien loin de ce dithyrambe ; la foule le hua. [...] On le poussa, on l'interpella, on l'accusa. La tête dut lui tourner. Il avait alors trente-six ans ; **électeur des députés du Tiers aux états généraux, s'il est assez grand orateur, homme de tribune et de salon, à la Bastille, en revanche, au beau milieu des petits artisans, des layetiers, des tailleurs, des chaudronniers, il n'est pas aussi à l'aise que sur une estrade ...** » (pages 83 ; 90 ; 98/ 101) ;

YOUNG Arthur [Young A. (1741-1820), agronome britannique dont les 3 voyages en France – entre 1787 et 1790 – est une description des techniques agricoles mais aussi de l'effervescence pré-révolutionnaire ! Lors de son premier voyage de (mai à novembre 1787), il accompagne des amis dans un trajet nord-sud direction Bagnères-de-Luchon ... Tocqueville cite à plusieurs reprises de fa-

çon élogieuse, dans *l'Ancien régime et la Révolution*, « Young... dont le livre est un des ouvrages les plus instructifs qui existent sur l'ancienne France » ; Cf. aussi Jean Anatole, "Arthur Young en Berry (juin 1787)", in *Argenton et son histoire*, n° 9, 1992, Cercle d'histoire d'Argenton, Argenton-sur-Creuse ; Pierre Brunaud, "Arthur Young", p. 166-169, dans *Argenton de A à Z en 44 rubriques historiques*, 175 p., Argenton-sur-Creuse 2013 ...], *Voyages en France en 1787, 1788 et 1789*, préface d'Albert Mathiez, Armand Colin 1931 : « Du haut de la colline, la vue de Brive est si belle que l'on s'attend à trouver une charmante petite ville, et le charme des environs vous confirme dans cet espoir ; mais, quand on y entre, la déception est de nature à vous inspirer un complet dégoût. Des rues étroites, mal bâties, sales, puantes, privent de soleil et presque d'air les maisons ; il n'y a pas d'exception à faire pour quelques-unes d'entre elles sur la promenade qui sont passables. [...] En nous rendant à Limoges, nous traversons un autre lac artificiel, entre des collines cultivées, au-dessus, sont des collines plus sauvages, mais mêlées de vallées plaisantes ; encore un lac, mais plus beau que le premier, avec une ceinture de bois et d'eau. Traversé une montagne, avec un taillis de châtaigniers, d'où l'on a une perspective, comme je n'en ai jamais vu en France ou en Angleterre : une succession de collines et de vallées, toutes couvertes de bois et bornées par des montagnes. Pas trace d'habitation humaine ; pas de village, ni maison, ni hutte, pas une même fumée, révélant un pays habité ; un paysage américain, assez sauvage pour qu'on imagine y rencontrer le tomahawk de l'Indien. [...] Une opinion prévalait : c'est qu'on était à l'aurore d'une grande révolution dans le gouvernement ; que tout le montre : la grande confusion dans les finances, avec un déficit à combler sans les Etats généraux du royaume ; [...] aucun ministre, personne au pouvoir ou hors du gouvernement qui ait des talents assez marqués pour trouver d'autres remèdes que des palliatifs ; sur le trône, un prince animé d'excellentes intentions, mais n'ayant pas des ressources d'intelligence suffisantes pour gouverner à un tel moment sans ministre ; une Cour ensevelie dans le plaisir et la dissipation et aggravant la détresse ; **une grande fermentation dans tous les rangs de la société**, désireux d'un changement ; [...] un grand levain de liberté croissant à chaque heure depuis la révolution américaine ; le tout forme **une combinaison de circonstances** qui annonce une grande fermentation et agitation. [...] Tous s'accordent à dire que les Etats du royaume ne peuvent s'assembler sans qu'une plus grande liberté n'en soit la conséquence ... » (page 78 Hachette collèges 1988) ;

Z Aidman Pierre-Henri, *Le mandat impératif – De la Révolution française à la Commune de Paris*, Editions Libertaires : « **John Oswald** est un anglais né vers 1755, fasciné par la Révolution française qui participe aux débats du Cercle social et intègre rapidement la rédaction de la *Bouche de Fer*. Selon lui, le suffrage universel ne permettra pas d'établir la véritable démocratie à moins d'instaurer des assemblées primaires où tous les citoyens pourraient participer à la vie poli-

tique. De cette façon, la démocratie directe corrigera les défauts du système politique français, « si on ne veut pas que la constitution de France devienne bientôt aussi corrompue ; aussi vicieuse et aussi illusoire que celle d'Angleterre ». [...] Oswald précise son projet dans un essai magistral, *Le gouvernement du Peuple ou plan de Constitution pour la République universelle*. Tout en s'inspirant *Du Contrat social* de Rousseau, il va bien plus loin dans un projet de société sans Etat ni parlement. Il décrit le fonctionnement des assemblées populaires de district où tous les citoyens désigneront leurs délégués porteurs d'un mandat précis (le terme mandat impératif n'apparaît pas) : « L'administration du gouvernement ne doit pas être confiée qu'à des hommes immédiatement et actuellement choisis par le peuple ; car choisir c'est penser, et nous avons déjà prouvé que l'on ne pouvait penser par procureur ». Le peuple réuni par « associations de cantons, c'est-à-dire, un certain nombre de cantons ou voisinages adjacents » approuvera ou rejettera les projets de décrets ou de lois. « Les districts feront ensuite passer au conseil exécutif national les procès-verbaux de leurs opérations. Chaque district enverra en même temps une députation armée dans la capitale » pour délibérer en une assemblée appelée « députation armée de la nation » composée de délégués ayant fait leurs preuves qui en fonction de l'approbation des districts à la majorité des neuf dixièmes « sanctionnera », « approuvera », « examinera » (reportera) ou « rejettera » le décret. « Le conseil exécutif national fera alors passer aux districts une liste de décrets avec leurs marques respectives, d'approbation, d'improbation ou de rapport ». Les mandataires seront élus pour une durée limitée variable selon le niveau de décision : « Pour que l'autorité n'inspire point d'orgueil aux fonctionnaires publics, il est nécessaire de renouveler fréquemment les élections ». Ce programme révolutionnaire est l'un des plus audacieux écrits pendant la Révolution française, le mandat impératif s'applique non seulement aux hommes mais aussi aux assemblées ce qui n'avait jamais été envisagé.

Mais Robespierre et les Montagnards, après s'être appuyés sur le mouvement populaire pour mettre fin au pouvoir de leurs ennemis Girondins, majoritaires à l'Assemblée, inquiets du mécontentement suscité par la crise économique persistante écrasent le mouvement des Enragés en faisant arrêter ses dirigeants. Jacques Roux se suicide, Jean-François Varlet, libéré sous la pression populaire, se tient prudemment à l'écart, John Oswald s'engage dans l'armée révolutionnaire. L'idée de démocratie directe et de mandat impératif sombre dans un coma prolongé, écrasé par la Terreur, les réactions thermidorienne, bonapartiste et royaliste. Malgré le sursaut babouviste, le mouvement révolutionnaire est à reconstruire ... » (pages 35/ 38) ;

ZINN Howard, *Une histoire populaire des Etats-Unis*, Agone 2002 ;

Quelques discours sur le site de l'actuelle Assemblée nationale

<https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires> :

De Sieyès, Mirabeau et Bergasse : Le tiers état se constitue en Assemblée nationale (15-17 juin 1789), à Lazare Carnot : « Il est moins difficile de former une république sans anarchie qu'une monarchie sans despotisme » (3 mai 1804) ;

Trois romans (si vous en connaissez d'autres, n'hésitez pas !) :

FRANCE Anatole, *Les dieux ont soif*, Gallimard 1989 ;

HUGO Victor, *Quatre-vingt-treize*, Le Livre de poche (classique) 2001 : « Nous approchons de la grande cime. Voici la Convention. Le regard devient fixe en présence de ce sommet. Jamais rien de plus haut n'est apparu sur l'horizon des hommes. Il y a l'Himalaya et il y a la Convention. La Convention est peut-être le point culminant de l'histoire [...] Aujourd'hui elle est en perspective, et elle dessine sur le ciel profond, dans un lointain serein et tragique, l'immense profil de la révolution française. » ;

LOEVENBRUCK Henri, *Le loup des Cordeliers* (tome 1) et *Le Mystère de la Main rouge* (tome 2), Xo Editions 2019 et 2020 ;

Sur « l'Ogre » corse :

MIKABERIDZE Alexander, *Les guerres napoléoniennes – Une histoire globale*, Flammarion 2020 : « Entre 1792 et 1815, le continent européen fut plongé dans la tourmente, un véritable maelström de bouleversements. Jamais les Etats européens n'avaient mobilisé autant de ressources civiles et militaires que durant cette période. Les guerres napoléoniennes ne furent pas le premier conflit à couvrir le globe – ce mérite peu enviable revient probablement à la guerre de Sept Ans, que Winston Churchill qualifia de première « guerre mondiale ». [...] En s'efforçant d'établir l'hégémonie française, Napoléon devint indirectement l'architecte de l'indépendance de l'Amérique du Sud, remodela le Moyen-Orient, affermit les ambitions impérialistes de la Grande-Bretagne et contribua à l'essor

de la puissance américaine. [...] Pour les générations nées à la fin du XVIII^e siècle, les guerres napoléoniennes ont été l'évènement marquant de leur époque. Leur coût en vies humaines semble incalculable, dans tous les sens du terme, pour la raison que les documents relatifs aux pertes militaires font défaut ou sont suspects, car les gouvernements répugnaient généralement (comme c'est toujours le cas) à faire connaître au public l'étendue des sacrifices. [...] Au total, les guerres napoléoniennes ont probablement coûté la vie à 2 millions de soldats en Europe ; des centaines de milliers ont été blessés, et peut-être 15 à 20% d'entre eux sont restés invalides à vie. [...] Approximativement 4 millions de personnes ont péri du fait de la guerre entre 1792 et 1815 – soit plus de 2,5% de la population européenne, qui était alors de l'ordre de 150 millions. [...] Plus de Britanniques succombèrent à la maladie ou à des accidents aux Indes orientales ou aux Antilles que pendant toute la guerre d'Espagne qui, en proportion fit plus de victimes que n'importe quel autre conflit napoléonien. Les estimations espagnoles de l'époque laissent supposer que la guerre fit 1 million de victimes, soit environ 5% de la population et au moins deux fois plus que la guerre civile, pourtant dévastatrice, de 1936-1939. [...] Les troubles continuels dont souffrirent l'Égypte et l'Arabie à la suite de l'invasion française de 1798 réduisirent leur population de manière significative ... » (pages 11 et 869/ 874) ;

Sur la répression de la Commune de 1871 (Cf. la commémoration éditoriale) :

ROUGERIE Jacques, *Paris insurgé – La Commune de 1871*, Gallimard 2003 : voir les pages 106/ 120 ;

TOMBS Robert, *Paris, bivouac des Révolutions – La Commune de 1871*, Libertalia 2014 : pages 313/ 324 ; *La guerre contre Paris (1871)*, Aubier 1997 ;

Iconographie :

Le musée CARNAVALET (<https://www.carnavalet.paris.fr>) est un incontournable, riche en objets, en manuscrits et en représentations diverses dont les **gouaches de Lesueur** [LESUEUR Jean-Baptiste (1749-1826) ; cf. Philippe de Carbonnières, *Lesueur. Gouaches révolutionnaires*. Collections du Musée Carnavalet, Paris-Musées et éditions Nicolas Chaudun 2005.] et les **gravures de Janinet** [JANINET François (1752-1814) ; Cf. Philippe de Carbonnières, *Les Gravures historiques de Janinet : collections du musée Carnavalet*, Paris Musées 2012.] ;

VOVELLE Michel, *La Révolution française – Images et récits*, Livre-Club-Diderot/ Messidor 1985-1988 ;

Sur France Culture, série de PODCASTS « La Révolution dans son siècle » en 4 épisodes de 50 minutes : « Les Lumières sont-elles à l'origine de la Révolution ? » ; « Vivre la Révolution » ; « Le Roi est mort, et la Reine aussi ! » ; « La Contre-Révolution » ;

Filmographie, pour rafraîchir nos souvenirs :

Amadeus réalisé par Milos Forman en 1984, a été repris en 2002 dans une version rallongée de vingt minutes (2h 30). Ce film, qui rafla huit Oscars, n'est pas une biographie de MOZART (1756-1791) mais un thriller joyeux et intense. Une partie de l'existence du compositeur surdoué est en effet contée par son ennemi juré, Antonio Salieri, compositeur officiel à la cour de Vienne. Tout de noir vêtu, il fait face au bouffon débordant d'énergie ;

Barry Lyndon, film de 177 minutes, écrit et réalisé par Stanley Kubrick en 1975, adapté des *Mémoires de Barry Lyndon*, roman picaresque de William Makepeace Thackeray ;

Danton, de Andrzej Wajda (1983 ; 136 minutes), « est très critiquable sur le plan strictement historique, [mais] la dénonciation de la « mécanique terroriste » est remarquablement soutenue par un souffle et une grande intensité dramatique. Un film à voir. » (Cf. pages 27/ 31, Gavroche n° 9 d'avril 1983) ;

La nuit de Varennes, film d'Ettore Scola (1982 ; 144 minutes) « très rive gauche, où encore une fois, le peuple n'apparaît que sous une forme menaçante [...] et qui sombre dans la complaisance vis-à-vis de malheurs de la famille royale » (Cf. page 10, Gavroche n° 6 d'octobre 1982) ;

La Trace, film (103 minutes) de Bernard Favre, sorti en 1983. Un colporteur, a quitté son village pour se rendre au Piémont et y vendre ses articles. Même si l'histoire se passe en 1859, c'est l'occasion de découvrir comment, depuis la fin du Moyen Age, étaient propagés certaines denrées, nombre d'objets, de nou-

velles ou de rumeurs et quelques livres et pamphlets. En France, en 1661, on dénombre 46 colporteurs autorisés à transiter et à vendre dans certaines villes et régions. Leur nombre passe à 3 500 en 1848, date qui constitue l'apogée du métier. Cf. FONTAINE Laurence, *Histoire du colportage (XV^e-XIX^e siècles)*, Albin Michel 1993 ; et le « **Musée des colporteurs** », ancienne boutique Souquet, lieu incontournable pour comprendre la vie économique du Haut-Salat ariégeois ;

La Révolution Française est un film en deux parties, dont la version longue a été montée pour la TV. **Robert ENRICO** (1931-2001) réalise « *Les Années lumière* », qui regroupe les événements de 1789 jusqu'à la prise des Tuileries en août 1792 ; **Richard HEFFRON**, réalisateur américain (1930-2007) travaille lui « *Les Années terribles* », qui se terminent par l'exécution de Robespierre. Réalisé pour accompagner les célébrations du Bicentenaire, ce film (de 360 min) fut un échec commercial. Il sort en DVD en 2009, puis est réédité fin 2010. Il semble toujours disponible. Le conseiller historique du film était Jean TULARD ;

L'Enfant sauvage, film bouleversant de François Truffaut sorti en 1970. Il s'agit de l'adaptation du rapport d'un médecin, spécialiste en surdité, Jean Itard (1774-1838) fondée sur l'histoire dramatique de Victor de l'Aveyron. Cf. MALSON Lucien, *Les enfants sauvages : mythe et réalité*, coll. « Bibliothèques 10-18 » (n° 157), 2007 (1^{re} éd. 1964, Union générale d'éditions) ; CHAPPEY Jean-Luc, *Sauvagerie et civilisation : une histoire politique de Victor de l'Aveyron*, Fayard 2017 ;

Les Lignes de Wellington, film (151 min) franco-portugais réalisé en 2012 par Valeria SARMIENTO. Il met en scène de petites histoires individuelles lors de la 3^e invasion napoléonienne du Portugal, dans le sillage de la Guerre d'indépendance espagnole ;

Le Dernier des Mohicans, réalisé par Michael Mann (117 minutes), sorti en 1992, d'après le roman de James Fenimore Cooper de 1826 ;

Ridicule, film (102 minutes) de Patrice Leconte, sorti en 1996 : joutes verbales ou duel au matin, le réalisateur dresse le portrait au vitriol d'une noblesse arrogante, grotesque et décadente confisquée dans la prison dorée de Versailles au temps de Louis XVI. Grâce à des costumes et décors de qualité, des dialogues féroces, aux magnifiques Fanny Ardant et Judith Godrèche, aux truculents Jean Rochefort et Bernard Giraudeau, l'œuvre est jubilatoire ;

Royal Affair (137 minutes), film historique dano-tchèque, coécrit et réalisé par Nikolaj Arcel et sorti en 2012 ;

Un peuple et son roi, de Pierre SCHOELLER, croise les destins d'hommes et de femmes du peuple avec des figures connues. Au cœur de l'histoire, il y a le sort du Roi et le surgissement d'une jeune République. Ce film récent (2018 ; 2h) « s'éparpille, au risque du survol ou de la confusion. Ce film apporte des éclairages nouveaux (sur le rôle décisif des femmes, notamment) mais pêche par manque de fiction. Il y a bien du rythme, des chansons, une profusion de personnages, mais tout va trop vite, tout glisse. Face au voleur de poules, au verrier, aux lavandières, on a le sentiment d'assister à une bande-annonce, sans pouvoir s'attacher à aucun d'eux. **Pas sûr que le casting, défilé de têtes étoilées, soit un atout** ... Paradoxalement, le plus captivant, le plus nouveau, ce n'est pas le peuple, mais le roi (Laurent Lafitte), loin des caricatures habituelles. Et la politique, qui était déjà au cœur du film précédent de Pierre Schoeller, *L'Exercice de l'Etat*. Les interventions des différents députés, les débats à l'Assemblée, fortement documentés, font du film un ratage intéressant. Mais un ratage tout de même. » — **Jacques Morice, *Télérama.fr*** ;

1788 de Maurice FAILEVIC, diffusé en 1978 (durée 100 minutes) : c'est l'histoire d'un petit village de Touraine, à la veille de la RF, avec son seigneur, ses paysans aisés, ses pauvres. Les paysans aisés, expulsés des pâtures communales par le comte, lui intentent un procès. Ils participent, avec les autres villageois, à la rédaction des cahiers de doléances. La nuit du 4 août 1789, les députés votent l'abolition des privilèges. Les paysans pourront racheter les terres. Mais les plus pauvres s'interrogent : avec quoi ? Cf. le compte-rendu de Jean Boissière (1980), in https://www.persee.fr/doc/dhs_0070-6760_1980_num_12_1_1300_t1_0521_0000_2 ;

D'après **Gérard Mordillat**, les **films consacrés à la révolution française tendent à adopter une vision plus favorable à la monarchie** qu'aux révolutionnaires : « Il est évidemment plus flatteur de montrer le roi, sa femme, leur luxe, leurs costumes, leurs perruques, leurs banquets, leurs amours, que de s'intéresser à la population parisienne en haillons, crevant de faim, ou aux paysans les pieds dans la boue. Cette neutralité de façade — les deux camps sont représentés à l'écran — est un leurre pseudo-démocratique. Avec un résultat parfois paradoxal : le roi, la reine, sa famille, les nobles qui les entourent finissent par apparaître comme les victimes d'un peuple sanguinaire, sans cœur et sans âme. La fin étant connue (la guillotine pour le roi et la reine), il se crée une empathie naturelle envers les condamnés, et le public est implicitement convié à compatir

au sort des malheureux Capet. [...] Le roi et les siens bénéficient à l'image du privilège de l'émotion. Un très grand avantage. Mais ce n'est pas tout. À l'écran, la parole est au roi, à la reine, aux ministres, aux courtisans ; au peuple les cris, les mots d'ordre, les vociférations, les chants de victoire. » (« La Révolution sans révolution », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019) ;

CRIVELLO-BOCC Maryline, *L'écran citoyen : la Révolution française vue par la télévision de 1950 au bicentenaire*, L'Harmattan 1998 ;

DALLET Sylvie, *La Révolution française et le cinéma – De Lumière à la télévision*, Paris, Éditions des Quatre-Vents 1988 ; *Filmographie mondiale de la Révolution française*, Éditions des Quatre-Vents 1988 ;

DELAGE Christian, *Révoltes, Révolution, Cinéma*, Editions du Centre Pompidou 1989 ;

ICART Roger, *La Révolution française à l'écran*, Toulouse, éditions Milan 1989 ;

LEFEVRE Raymond, *Cinéma et Révolution*, Edilig 1988 : « Depuis les premières bandes de Georges Hatot, en 1897, le cinéma n'a cessé de trouver ses sujets dans cette période cruciale de l'Histoire de France. Paradoxalement, ce sont des étrangers qui s'intéressent davantage à l'exaltante fin du XVIII^e siècle, pour le meilleur et pour le pire. A l'écran, la Révolution française a été mise à toutes les sauces. Grâce à la magie de l'illusion de réalité, elle s'est faite épopée, comédie, parabole, aventures, film noir ou parodie burlesque. [...] A travers les 133 films cités, la vérité peut surgir brusquement de cette mosaïque d'images venues des imaginations les plus diverses. Tant il est vrai que l'Histoire, on l'écrit d'une façon et on la filme d'une autre ... » (4^e de couverture) ; lire notamment le chapitre sur « Les deux géants », Danton-Zorro et Robespierre-Machiavel, où l'opposition de ces deux symboles répond à un souci d'efficacité dramatique ;

Chansons :

MARTY Ginette et Georges, *Dictionnaire des chansons de la Révolution*, Talandier 1988 : « Nous avons été surpris par le nombre de chansons de l'époque (près de 3 000), mais nous n'en avons retenu que 140 ... » Cf. les pages 146

« La Carmagnole » ; les biographies des principaux « Auteurs, compositeurs, interprètes » p. 265 et suivantes ; « Les médias : la rue, les cafés, les théâtres, les recueils » p. 288/ 302 ;

ROBINE Marc (préface de Michel Ragon), *Anthologie de la chanson française – Des trouvères aux grands auteurs du XIXe siècle*, Albin Michel 1994 : voir les pages 96 à 113 avec notamment « Comprenez-vous ? Reproches de La Tulipe à Mme de Pompadour » ; « La Marseillaise » et ses différentes versions ; « La complainte des émigrés » ;

SABATIER Claudine et Roland, *Chansons de France et d'ailleurs*, Gallimard jeunesse (1986) 1998 : « Ce célèbre chant révolutionnaire date de l'emprisonnement de Louis XVI au Temple. Son succès fut tel que, sous la Terreur, la foule entonnait la Carmagnole pour accompagner les exécutions. On ne connaît pas les auteurs de la musique et des paroles. » (page 56) ... On peut écouter la version de Francesca SOLLEVILLE, sur le disque 33 tours sorti pour le bicentenaire de la RF, distribution Carrère, production Chantons 89 ; voir aussi la notice pages 64/ 66 dans l'ouvrage *Au cœur de la Révolution française* (L'Épervier 2012) ;

Madam' Veto avait promis (bis)
De faire égorger tout Paris (bis)
Mais son coup a manqué
Grâce à nos canonnières.

Refrain

Dansons la Carmagnole
Vive le son (bis)
Dansons la Carmagnole
Vive le son du canon !

Monsieur Veto avait promis (bis)
D'être fidèle à son pays (bis)
Mais il y a manqué,
Ne faisons pas de quartier.

Les Suisses avaient promis (bis)

Qu'ils feraient feu sur nos amis (bis)

Mais comme ils ont sauté

Comme ils ont tous sauté !

Antoinette avait résolu (bis)

De nous faire tomber sur le cul (bis)

mais son coup a manqué,

Ne faisons pas de quartier.

Amis, restons unis (bis)

Ne craignons pas nos ennemis (bis)

S'ils viennent nous attaquer,

Nous les ferons sauter.

Oui, nous nous souviendrons toujours (bis)

Des sans-culottes des faubourgs (bis)

A leur santé buvons,

Vivent ces francs lurons.

Archives et revues :

Les *Annales historiques de la Révolution française* sont une revue historique trimestrielle, fondée par MATHIEZ Albert en 1908. C'est aujourd'hui la seule publication scientifique régulière dans le monde à être entièrement consacrée à l'histoire de la RF. Elle est éditée par les Éditions Armand Colin. Cf. *Annales historiques de la Révolution française*, numéro spécial consacré à « Un siècle d'études révolutionnaires, 1907-2007 », n° 353, 2008 : <https://journals.openedition.org/ahrf/10865> ; la revue est publiée par la **Société des études robespierristes (SER)**, association fondée en 1907 par l'érudit Charles Vellay (1876-1953), qui en devient secrétaire-général. Regroupant des historiens français et étrangers spécialisés dans l'histoire de la RF, cette association a été reconnue d'utilité publique par un décret de 1935. Les *Annales historiques de la Révolution française* ont longtemps bénéficié du soutien de l'IHRF, dont le directeur a dirigé le comité de rédaction jusqu'en 1994.

L'**Institut d'histoire de la Révolution française**, ou **IHRF**, était un centre de recherches et d'enseignements universitaires rattaché à l'université Paris I – Panthéon – Sorbonne. Il a existé de 1937 à 2015 avant d'être intégré dans l'Institut

d'histoire moderne et contemporaine. L'institut a lancé depuis novembre 2009 sa revue électronique, consultable sur le portail « OpenEdition Journals » et intitulée La Révolution française : <https://journals.openedition.org/lrf/index.html> ...

Annexe :

« *La Révolution française et la formation de la pensée de Marx* », article de Jean Bruhat dans les AHRF, année 1966, pages 125-170, d'un numéro thématique sur « La pensée socialiste devant la Révolution française » : https://www.persee.fr/doc/ahrf_0003-4436_1966_num_184_1_3873 ;

BARERE Bertrand (1755-1841) : avocat né à Tarbes, il est le rapporteur attitré du Comité de Salut public (où il détient le record de longévité : dix-sept mois), ses discours lui valent un succès prodigieux à la Convention : il est l'aède des soldats de l'an II avec ses *carmagnoles* et donne un visage avenant, par sa verve, aux mesures « terroristes » du gouvernement révolutionnaire,

« La figure de Bertrand Barère, dont les *Mémoires* ont été publiées en 1842 avec la collaboration d'Hippolyte Carnot, le fils de « l'organisateur de la victoire », reste controversée et assez énigmatique. On a peu écrit sur lui. La seule biographie de référence en français est celle, déjà ancienne, de Robert Launay en 1929, *Barère, l'Anacréon de la guillotine*, rééditée en 1989 avec une préface de Jean Tulard. Elle lui est peu favorable. Leo Gershoy, un historien américain de la Révolution française, lui a consacré une biographie en 1962, *Barère, a reluctant terrorist* (le terroriste de mauvais gré). Jean-Pierre Thomas, dans son ouvrage *Bertrand Barère La Voix de la Révolution*, chez Desjonquères, 1989, retrace la vie de l'homme politique et l'écrivain. Olivier Blanc, dans ses ouvrages, *Les hommes de Londres* (1989), *La corruption sous la Terreur* (1992) et *Les espions de la Révolution et de l'Empire* (2003) fait de Barère de Vieuzac « un homme de Londres », agent soldé par le cabinet du ministre britannique William Pitt en vue d'aggraver la crise révolutionnaire. Claudine Cavalier reconnaît que les travaux de Blanc comportent « de bons dossiers documentaires sur quelques questions compliquées, comme les rapports de Barère avec les milieux financiers et royalistes ». Cependant, elle estime que l'entreprise de l'historien « souffre de deux défauts, l'un de conception et l'autre de méthode ». Blanc est ainsi décrit comme un « défenseur acharné de Robespierre », attitude qui le « conduit à une certaine myopie intellectuelle » à force de « chercher à démontrer (...) la validité des accusations lancées par l'Incorruptible contre ses ennemis ». Cavalier reproche ensuite à Blanc d'« use[r] de ses sources sans discernement et [de] mélange[r] allègrement, pour construire ses dossiers d'accusation, témoignages oraux, citations de seconde main et simples mentions de personnes dans des contextes divers, mais surtout [de] pratique[r] avec bien trop peu de scrupules le passage de la vague présomption à l'accusation la plus formelle pour convaincre ses lecteurs. » Pierre Serna voit plutôt en Barère, un penseur et acteur d'une république « du juste milieu », dont la caractéristique est un appareil exécutif fort et structuré. Michel Vovelle juge ainsi l'homme politique : « Recrue relativement tardive du parti montagnard, Barère a joué un rôle important dans le gouvernement révolutionnaire... Sa personnalité a été diversement appréciée : on ne peut lui dénier une constance qui en fait au-delà de Thermidor un Montagnard fidèle. » Cf. notice Wiki ...

